

Patrizio Bianchi Sergio Fabbrini
Luigi Paganetto Vincenzo Paglia
Vincenzo Scotti

**POUR UNE EUROPE
TOURNÉE VERS LE MONDE**

*Appel aux chrétiens et aux personnes
de bonne volonté*

*Voici la traduction de l'ouvrage intitulé :
«Per un'Europa che guardi al mondo.
Appello ai cristiani e alle persone di
buona volontà», publié en italien par
Eurilink University Press (Janvier 2026).*

Rome, Janvier 2026

Cet appel pour l'Europe s'adresse à l'ensemble des citoyens européens et se fonde sur le constat que, sans une Union européenne forte, unie et solidaire, il ne saurait y avoir de paix durable dans le monde. Il entend constituer une invitation à affranchir l'Europe de l'enfermement dans l'égocentrisme nationaliste et à promouvoir l'émergence d'une nouvelle réalité, appelée à exister et à agir non seulement pour elle-même, mais également dans l'intérêt de la communauté internationale. Il s'agit d'un appel en faveur d'un renouveau spirituel, économique et institutionnel d'une Europe capable de redécouvrir ses racines et, surtout, de raviver un engagement renouvelé afin de reprendre résolument la voie d'un processus d'intégration et d'unification conduisant à une nouvelle Union entre tous les Européens. Tel est le message porté par les pages qui suivent, issues d'un travail collectif et présenté à l'occasion de plusieurs rencontres thématiques. Ce message s'articule en trois parties. La première (de Vincenzo Paglia¹) est consacrée à l'exploration des orientations d'un renouveau spirituel de l'Europe. La deuxième (de Luigi Paganetto²) traite de son renouveau économique et social. La troisième (de Sergio Fabbrini³) est dédiée à son renouveau institutionnel. L'ensemble est introduit par une contribution de Vincenzo Scotti⁴, complété par une postface de Patrizio Bianchi⁵, ainsi que par des réflexions de collègues et d'amis avec lesquels un dialogue a été engagé sur ces questions.

1. Vincenzo Paglia, archevêque, président émérite de l'Académie pontificale pour la vie.

2. Luigi Paganetto, économiste, professeur émérite, enseignant en économie européenne, coordinateur du «Groupe des 20».

3. Sergio Fabbrini, professeur émérite de science politique et de relations internationales.

4. Vincenzo Scotti, homme politique, ancien ministre de la République à plusieurs reprises, enseignant et fondateur de la Link Campus University, président de l'Association culturelle «Progetto Europa Domani».

5. Patrizio Bianchi, économiste et homme politique, professeur titulaire d'économie, ancien ministre de l'Éducation.

SOMMAIRE

INTRODUCTION	5
1. Retrouver l'âme de l'Europe	5
2. L'Europe que nous voulons	5
 PARTIE I	
UN NOUVEAU CHRISTIANISME EUROPÉEN: DE L'HÉGÉMONIE CULTURELLE À L'OFFRE D'UN HUMANISME	7
1. Pour sortir de l'abîme	7
2. Repartir de l'Europe	9
3. Revenir à l'Évangile: Jésus, la foule, les disciples	10
4. Église et société: une histoire unique	12
5. Une nouvelle culture politique	12
6. Un humanisme planétaire	14
7. Des racines culturelles non ethniques	15
8. Athènes, Rome, Jérusalem... et les mégapoles	16
9. La ville: laboratoire d'une culture du don	17
10. «Pouvoir doux» et universalisme européen	17
11. Les raisons de l'Europe unie	18
12. Amour de l'Europe et dépassement de la culture de la dette	18
13. Le kairos de la foi	20
14. Le tissage d'un réseau	21
15. Une nouvelle passion, y compris politique, pour l'Europe	22
16. Les chrétiens et l'intercession pour le monde	23
 PARTIE II	
L'EUROPE ET LE DÉFI D'UN MONDE EN MUTATION	25
1. Naviguer dans le désordre mondial	25
2. Un nouveau rôle pour l'Europe	27
3. Une Europe engagée vers le Sud du monde	28
4. La centralité de l'énergie, condition préalable au développement	29
5. Échapper au piège de la technologie intermédiaire en coopérant avec les pays émergents	31
6. Le changement technologique et l'Intelligence Artificielle	32
7. Démographie et migrations	33
8. Équité, cohésion et développement	34
9. L'innovation comme moteur de la dynamique sociale	35
 PARTIE III	
UN SOLIDE NAVIRE DANS UNE MER EN TEMPÊTE: ONZE CONSIDÉRATIONS POUR L'UNION FÉDÉRALE	37
1. La politique des grandes puissances	37
2. Une démocratie conditionnée par les Européens	37
3. Une union sans cesse plus étroite	38
4. Le retour des souverainetés nationales	38
5. Nouveau monde et vieux paradigmes	39
6. Une Europe à plusieurs cercles	39
7. L'union fédérale	39
8. Le gouvernement de l'union fédérale	40
9. Centraliser et décentraliser	40
10. Identités plurielles	41
11. Un solide navire	41

POSTFACE	43
1. <i>L'Europe doit retrouver la voie de l'unification</i>	43
2. <i>Une politique éducative pour une Europe protagoniste du développement</i>	44
3. <i>Une politique de recherche pour une Europe du développement et de la paix</i>	44
COMMENTAIRES	47
<i>Giuliano Amato</i>	47
<i>Pier-Virgilio Dastoli</i>	48
<i>Andrea Manzella</i>	48
<i>Pier Carlo Padoan</i>	50
<i>Giulio Prosperetti</i>	51
<i>Pasquale Lucio Scandizzo</i>	51
ORGANISMES PROMOTEURS	53

INTRODUCTION

1. Retrouver l'âme de l'Europe

À une époque marquée par la désagrégation culturelle, la crise des démocraties libérales, les urgences climatiques et l'émergence de nouvelles conceptions technocratiques, l'Europe apparaît comme un continent fatigué, en difficulté, incapable de retrouver un élan idéal. Elle semble avoir perdu la conscience d'être le cœur battant d'une civilisation fondée sur la dignité de la personne humaine, sur la tension vers l'universalité et sur la confiance dans le progrès en tant que vocation éthique. Dans ce contexte, le christianisme européen — qui fut l'artisan et la matrice de cette civilisation — se trouve dans une situation de marginalité, parfois auto-imposée, parfois subie, à l'écart du cœur et de la vie quotidienne de la société dans laquelle il est né et s'est développé.

Face à cette crise historique d'ampleur exceptionnelle, s'imposent avec urgence et nécessité un sursaut moral, culturel et spirituel afin de faire face aux dynamiques en cours. Il est indispensable de rétablir entre les peuples européens une relation de *fides*, c'est-à-dire de confiance réciproque, de respect et de lien durable, dépassant la logique d'un simple *foedus*, entendu comme un ensemble d'accords temporaires, utilitaristes et souvent fragiles. Sans une confiance authentique, il ne peut y avoir de véritable communauté politique, mais seulement une alliance d'intérêts et de convenances destinée à s'éroder avec le temps.

L'Appel pour l'Europe, rédigé à l'occasion de cette rencontre au Palais du Capitole à Rome, lieu où nos pères fondateurs ont signé les traités européens, s'adresse à tous les Européens, chrétiens et femmes et hommes de bonne volonté, conscients que sans une Union européenne forte, il ne peut y avoir de paix dans le monde.

En ces jours difficiles, où il n'est pas possible de mettre fin à des conflits qui durent depuis des années ni d'ouvrir de véritables chantiers pour une paix durable en Europe, en Méditerranée, en Afrique et dans le monde entier, il devient nécessaire de rappeler que cette Union trouve ses racines dans le mouvement démocratique né de la lutte contre l'autoritarisme et le racisme, lesquels ont conduit l'ensemble de l'Europe à la catastrophe humaine de la Seconde Guerre mondiale et continuent encore aujourd'hui à marquer la vie de nombreux peuples.

Une Union européenne qui aspire à être une référence pour une paix durable et pour un développement pleinement soutenable doit retrouver son âme originelle, celle tracée par les Pères fondateurs d'une unité européenne qui ne promettait pas seulement la paix, mais aussi le respect et la protection des droits de la personne et des communautés, indissociablement liés au devoir civique de solidarité, au sein et entre ces communautés de citoyens.

L'article 2 de notre Constitution synthétise avec clarté ces principes: «La République reconnaît et garantit les droits inviolables de l'homme, tant en tant qu'individu que dans les formations sociales où se déploie sa personnalité, et exige l'accomplissement des devoirs impératifs de solidarité politique, économique et sociale».

Cette solidarité doit s'inscrire dans la durée, précisément parce que la soutenabilité du développement doit être définie comme la capacité de générer aujourd'hui une croissance qui ne compromette ni les droits ni les possibilités de développement des générations futures. C'est pourquoi l'égalité doit figurer parmi les valeurs constitutionnelles de cette Europe, principe qui doit être réaffirmé avec force, dans la mesure où une mondialisation essentiellement guidée par le marché a produit partout une augmentation des inégalités incompatible avec les principes d'inviolabilité des droits et de solidarité, qui constituent le fondement même de la démocratie.

2. L'Europe que nous voulons

Des pulsions autoritaires ont réémergé y compris dans des pays dotés de démocraties

consolidées, tandis que l'arrogance des autocrates s'est renforcée. Tout en ayant pleinement conscience des fragilités de notre Europe, cet appel invite à poursuivre résolument la voie d'une Union «humaniste, durable et fédérale», telle qu'elle est définie dans ces pages, en sachant que l'Europe croît plus que toute autre région du monde uniquement lorsqu'elle est unie et lorsqu'elle agit conjointement en faveur de l'unification. À l'inverse, elle se condamne à la marginalisation économique et à l'insignifiance politique lorsqu'elle se divise, cédant à des souverainismes devenus largement abstraits, et se replie sur des cadres locaux désormais inadaptés pour faire face aux grands défis mondiaux auxquels nous sommes confrontés.

Il s'agit donc d'un appel à «libérer l'Europe de la prison de l'égocentrisme nationaliste et à faire émerger une nouvelle réalité, capable de vivre et d'agir non seulement pour elle-même, mais aussi pour le monde», en faveur d'un renouveau économique, institutionnel et éducatif, mais également spirituel. Nous aspirons à une Europe capable de retrouver ses racines tout en ravivant un enthousiasme renouvelé, en reprenant la voie d'un processus d'intégration et d'unification plaçant l'éducation et la recherche en son centre, fondements mêmes d'une nouvelle Union entre tous les Européens, porteuse de paix pour ce «notre» monde tourmenté.

Retrouver l'âme de l'Europe n'est pas un exercice de nostalgie, mais une nécessité historique. Sans une Europe humaniste, durable et fédérale, il ne peut y avoir ni paix durable ni avenir partagé, pour le continent comme pour le monde.

PARTIE I

UN NOUVEAU CHRISTIANISME EUROPÉEN: DE L'HÉGÉMONIE CULTURELLE À L'OFFRE D'UN HUMANISME

1. Pour sortir de l'abîme

À une époque marquée par la désagrégation culturelle, la crise des démocraties libérales, les urgences climatiques et de nouvelles idolâtries technocratiques, l'Europe se présente comme un continent fatigué, en difficulté, incapable de retrouver un élan idéal. Elle n'est plus le cœur battant d'une civilisation enracinée dans la dignité de la personne humaine, dans la tension vers l'universalité et dans la confiance dans le progrès en tant que vocation éthique. Dans ce contexte, le christianisme européen — qui fut l'artisan et la matrice de cette civilisation — se trouve dans une condition de marginalité, parfois auto-imposée, parfois subie, toujours plus éloignée du cœur de la culture et de la vie quotidienne des sociétés au sein desquelles il est pourtant né et s'est développé.

Nous nous trouvons à un tournant de l'histoire dont l'issue pourrait aller jusqu'à la fin du monde tel que nous le connaissons. Face à ce défi gigantesque et d'époque, s'imposent, comme indispensables et urgents, un sursaut moral, culturel et spirituel afin de faire face aux dynamiques en cours.

Pour faire renaître la passion pour une Europe conçue comme un véritable sujet politique, une inspiration commune est nécessaire, un «projet» partagé capable d'impliquer l'ensemble des citoyens dans la promotion d'un esprit constructif, courageux et enthousiaste, apte à générer un changement radical. Un changement qui nous engage non pas comme de simples habitants d'un continent, mais comme des membres actifs d'une maison commune, fondée sur des valeurs profondes et partagées.

Il est nécessaire de rétablir entre les peuples européens une relation de *fides*, c'est-à-dire de confiance réciproque, de respect et de lien durable, dépassant la logique d'un simple *foedus*, entendu comme un ensemble d'accords temporaires, utilitaristes et souvent fragiles. Sans une confiance authentique, il ne peut y avoir de véritable communauté politique, mais seulement une alliance d'intérêts et de convenances vouée à l'érosion.

Pour construire ce nouveau pacte entre les peuples européens, il convient de revenir aux racines, en redécouvrant le patrimoine spirituel et culturel qui a donné naissance à l'idée même d'Europe. Il est essentiel de reconnaître les racines chrétiennes, non à des fins confessionnelles ou prosélytes, mais parce qu'elles constituent le terreau commun sur lequel ont grandi nombre des valeurs que nous partageons aujourd'hui: la dignité de la personne, la solidarité, la justice, le respect de la vie et de la liberté. Il est tout aussi important de protéger et de valoriser les traditions identitaires des peuples européens, dans leur richesse et leur diversité. Une Europe unie ne doit pas être synonyme d'uniformisation, mais d'unité dans la diversité, capable d'harmoniser les pluralités culturelles dans un horizon commun. Il s'agit donc de redécouvrir ces valeurs universelles dans lesquelles croyants et non-croyants, laïcs et chrétiens, peuvent se reconnaître et avancer ensemble, en retrouvant le sens profond de la vie en tant que citoyens européens.

Le Président de la République italienne, Sergio Mattarella, a lancé un avertissement sévère: «Le monde risque de glisser dans l'abîme comme en 1914». La Première Guerre mondiale, commencée à Sarajevo, était un conflit interne à l'Europe, tout comme la Seconde, déclenchée en 1939 par l'invasion de la Pologne par l'Allemagne. Toutes deux sont devenues «mondiales», comme si toute guerre en Europe tendait naturellement à s'étendre au reste du monde. Voilà plus de trois ans que dure l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Nous sommes encore en Europe. Nous ne pouvons rester spectateurs impuissants. Ce serait impardonnable.

Au cours des quatre-vingts dernières années, l'Europe a vécu dans la paix et a également inspiré, dès l'après-guerre, des visions unitaires et universalistes à l'échelle mondiale: en Italie avec

l'élaboration de la Constitution, en Europe avec l'engagement en faveur de l'Union, et sur le plan international avec la création de l'Organisation des Nations Unies en 1945. Il est frappant de constater qu'en 1940, la planète ne comptait que deux régimes démocratiques: le Royaume-Uni et les États-Unis. Le reste du monde était dominé par une succession de régimes despotiques, de dictatures et d'autocraties. Dans les décennies suivantes, l'Europe et l'Occident ont promu des visions démocratiques dans de nombreuses régions du monde.

Le pape François l'a rappelé dans l'encyclique *Fratelli tutti*: «Pendant des décennies, il a semblé que le monde avait tiré des leçons de tant de guerres et d'échecs et qu'il s'orientait lentement vers diverses formes d'intégration. Par exemple, s'est développé le rêve d'une Europe unie, capable de reconnaître des racines communes et de se réjouir de la diversité qui l'habite. Nous nous souvenons de la ferme conviction des Pères fondateurs de l'Union européenne, qui désiraient un avenir fondé sur la capacité de travailler ensemble pour dépasser les divisions et favoriser la paix et la communion entre tous les peuples du continent». L'aspiration à une intégration latino-américaine s'est également renforcée, et des pas ont été accomplis. Dans d'autres pays et régions, des tentatives de pacification et de rapprochement ont porté des fruits, tandis que d'autres semblaient prometteuses.

Il y eut un temps où une paix durable semblait possible. Ce fut la nuit du 9 novembre 1989, avec la chute du mur de Berlin. Des rêves de paix émergèrent immédiatement dans le monde entier. Les conditions étaient réunies pour les concrétiser et, dans certains contextes, cela fut possible: le processus de négociation pour la Terre sainte avec les accords d'Oslo (1993), la fin du régime d'apartheid en Afrique du Sud, la paix au Mozambique en 1992, le rapprochement des positions en Irlande du Nord, ainsi que le retour à la paix intérieure en Amérique latine, notamment au Guatemala et au Salvador.

Mais en l'espace de trois ans, tout fut compromis. Le conflit balkanique éclata, révélant une horreur fratricide. Pourtant, dans l'ex-Yougoslavie, on comptait plus d'un million et demi de mariages mixtes: la coexistence était donc plus que possible. La guerre provoqua une véritable hécatombe, y compris au sein des familles. S'ensuivirent les conflits dans la région des Grands Lacs, au Burundi, en Ouganda, en République démocratique du Congo, et jusqu'à aujourd'hui, sans interruption. Quel tragique gaspillage de la paix s'est produit et continue de se produire ! Non seulement le rêve d'une paix universelle s'est progressivement estompé, mais de puissantes passions ethno-nationalistes se sont réveillées, avec une rapidité impressionnante, renversant un acquis historique qui semblait définitif. Des foyers de haine et des inimitiés durables se sont ravivés dans diverses régions du monde et dans différents domaines, tant politiques que religieux. Parallèlement, une nouvelle et insensée course aux armements s'est immédiatement engagée.

Avec la résurgence des nationalismes, nous avons gaspillé la paix. La mondialisation, que l'Occident — Europe comprise — a diffusée jusqu'aux confins de la planète, s'est réalisée presque exclusivement sous l'angle du marché, en négligeant la promotion d'une redistribution effective des richesses. Des inégalités insupportables, soutenues par un hyperindividualisme et un hypernationalisme corrélatif, ont conduit individus et peuples à se replier sur eux-mêmes. Les conséquences ont été amères: multiplication des murs et des guerres aux coûts humains incalculables. Le pape François a averti: «Chaque guerre laisse le monde pire qu'il ne l'a trouvé. La guerre est un échec de la politique et de l'humanité, une reddition honteuse, une défaite face aux forces du mal».

La décision relative à la guerre, telle qu'elle est formulée dans la Constitution italienne, ne doit pas être remise en cause, mais au contraire approfondie. Comment ne pas évoquer la réflexion de Luigi Sturzo ? Le prêtre sicilien avait suivi le débat intense qui traversa le monde catholique après la Première Guerre mondiale, que Benoît XV tenta d'arrêter en la qualifiant d'«inutile massacre». Face à un conflit aussi dévastateur, un débat s'ouvrit parmi les catholiques, remettant en question la notion de «guerre juste». Sturzo proposa l'abolition du «droit à la guerre», en identifiant d'autres moyens pour résoudre les tensions et les conflits. Il reprit cette idée après la Seconde Guerre mondiale, et sa thèse demeure d'une clarté saisissante. Pourquoi ne pas la reconsidérer aujourd'hui, face au retour de la perspective d'un possible conflit nucléaire tactique ? Les catholiques ne peuvent ignorer les avancées du magistère des derniers papes en ce qui concerne le dépassement de la doctrine de la «guerre juste».

2. Repartir de l'Europe

Nous sommes convaincus que l'Europe doit retrouver son âme afin de contribuer à un nouvel ordre international, tout en redonnant de la force aux États qui la composent. Tel fut l'enseignement des années quarante du siècle dernier: face à l'effondrement du nazifascisme, certains catholiques, aux côtés de certains laïcs, s'engagèrent pour imaginer les contours d'un nouvel avenir pour l'Italie, pour l'Europe et pour un nouvel agencement international. Nous croyons que l'heure est venue — et c'est maintenant — pour les chrétiens d'Europe de retrouver un élan afin de dessiner les traits d'une «nouvelle Europe» capable de susciter l'adhésion et de mobiliser les consciences en faveur d'un nouvel ordre international. Il s'agit d'une tâche qui concerne, naturellement, tous les peuples; mais l'Europe, en puisant dans ses racines, peut offrir aux peuples un appui précieux et peut-être indispensable.

L'élection même du pape Léon XIV le suggère. Par le choix de son nom et par la motivation invoquée, le pape Léon XIV renvoie à l'esprit qui avait conduit son prédécesseur Léon XIII à proposer, à travers l'encyclique *Rerum Novarum*, une vision destinée à affronter le changement d'époque qui s'opérait à la fin du XIX^e siècle, surtout dans le monde occidental. Or, face aux *rerum novissimarum* (qu'il suffise de penser aux technologies émergentes et convergentes), n'avons-nous pas, nous chrétiens européens, la responsabilité — avec nos amis laïcs et avec les femmes et les hommes de bonne volonté — de prendre en charge les défis qui se présentent à nous, afin d'instaurer un nouvel ordre mondial, notamment à travers une «nouvelle» Europe ? Nous devons revenir nous abreuver aux sources — d'abord évangéliques — pour vivre un christianisme qui irrigue la culture contemporaine et contribue à réaliser ce bien commun universel qui constitue la substance même de l'Évangile. Il ne s'agit pas d'un christianisme à visée hégémonique. Le temps de la chrétienté est désormais derrière nous. Il ne reviendra pas. Il est indispensable de vivre et de témoigner d'un christianisme capable d'inspirer un nouvel humanisme planétaire, à travers une nouvelle configuration tant de l'Europe que de la planète.

Le «changement d'époque» dans lequel nous sommes immergés — le pape François en parlait souvent — peut déboucher sur la fin du monde tel que nous le connaissons. «Changement d'époque» signifie en effet que, pour la première fois dans l'histoire telle que nous la connaissons, l'être humain peut détruire l'humanité et la création: depuis 1945 avec l'arme nucléaire, puis à travers les désastres provoqués par le changement climatique, et enfin par les technologies émergentes et convergentes grâce auxquelles nous pouvons transformer radicalement jusqu'à l'humain lui-même. Face à ce nouvel horizon — aux traits parfois apocalyptiques — aucune vision unificatrice et prospective ne semble émerger. D'où le désarroi et la peur, et le repli sur soi qui s'ensuit. Le pape Jean-Paul II avait raison d'affirmer que «l'homme souffre par manque de vision». C'est la question majeure de notre temps. Et elle est d'abord culturelle — ou, si l'on veut, pré-politique.

Je crois qu'il est opportun que l'Europe reprenne l'initiative. Son histoire l'exige. Et aujourd'hui, cette responsabilité est encore plus aiguë. Rappelons la question (rhétorique) posée par le pape François au Parlement européen lorsque lui fut remis le Prix Charlemagne: «Que t'est-il arrivé, Europe humaniste, défenseuse des droits de l'homme, de la démocratie et de la liberté?» Il la reprit plus explicitement dans *Fratelli tutti*: «Pendant des décennies, il a semblé que le monde avait tiré les leçons de tant de guerres et d'échecs et qu'il s'orientait lentement vers diverses formes d'intégration. Par exemple, s'est développé le rêve d'une Europe unie, capable de reconnaître des racines communes et de se réjouir de la diversité qui l'habite. Nous nous souvenons de la ferme conviction des Pères fondateurs de l'Union européenne, qui désiraient un avenir fondé sur la capacité de travailler ensemble pour dépasser les divisions et favoriser la paix et la communion entre tous les peuples du continent. L'aspiration à une intégration latino-américaine s'est aussi renforcée et des pas ont été accomplis. Dans d'autres pays et régions, des tentatives de pacification et de rapprochement ont porté des fruits et d'autres semblaient prometteuses». Le pape François était convaincu que «la créativité, l'ingéniosité, la capacité de se relever et de dépasser ses propres limites appartiennent à l'âme de l'Europe». Mais nous nous demandons: où est passée l'âme de l'Europe ? Comment vaincre la lassitude de l'esprit européen face à un avenir incertain? Aujourd'hui encore, nombreux sont ceux qui regardent vers l'Europe en espérant la sève d'un christianisme renouvelé. Beaucoup d'autres — peut-être parce qu'ils en redoutent la force d'inspiration — en ont peur au point d'en souhaiter la dissolution. Ce serait une tragédie

nonseulement pour les Européens, mais pour l'humanité tout entière.

Nous sommes convaincus que l'Europe peut offrir un nouvel élan aux peuples de la terre. Et le christianisme peut réchauffer de nouveau l'âme de l'Europe afin qu'elle retrouve la passion de sa mission universelle. Il faut aider les peuples à abandonner la logique de la force économique et militaire comme principe directeur des relations internationales. Les chrétiens d'Europe — les Églises européennes, dans leurs diverses formes d'organisation — doivent se passionner de nouveau pour une Europe au cœur et à la pensée universels. Non plus une Europe repliée sur elle-même comme une citadelle destinée à défendre un christianisme identitaire, minoritaire et résiduel. Il y a urgence à voir émerger une Europe qui redécouvre la passion contagieuse d'un humanisme à la hauteur de la personne, fondé sur une passion partagée pour l'humain, commune à tous les peuples.

L'enjeu est décisif: une nouvelle Europe pour la nouvelle ère planétaire. Nous vivons aujourd'hui dans un monde globalisé, confronté aux mêmes problèmes vitaux et aux mêmes menaces globales. Aucun peuple ne peut vivre séparé. La pandémie de 2020 l'a montré de manière dramatique: personne ne peut se sauver seul. Tous les grands défis dépassent les compétences nationales. Et pourtant, nous assistons à un retour des nationalismes. L'Europe doit retrouver sa passion universelle et la transmettre à tous les peuples. Relever ce défi est décisif pour la planète. Et, dans cet horizon, le christianisme est indispensable: il peut susciter cette passion universelle pour le salut de tous les peuples, qui constitue sa force spirituelle et sociale, voire politique.

Les chrétiens d'Europe doivent découvrir que l'Europe est le prochain le plus proche, même si — ou précisément parce que — elle apparaît comme le plus lointain. L'Europe est le champ où le christianisme a le plus d'histoire, le plus d'expérience, le plus d'invention. C'est un héritage exceptionnel qui nous interpelle, et qu'il serait irresponsable de laisser enfoui, inerte, sans le reprendre et le mettre en œuvre, alors que notre monde continue de se fragmenter. Le pape François, dans le discours cité, rappelait: «Au siècle dernier, l'Europe a témoigné à l'humanité qu'un nouveau départ était possible: après des années tragiques de conflits tragiques, culminant dans la guerre la plus terrible dont on se souvienne, est apparue, par la grâce de Dieu, une nouveauté sans précédent dans l'histoire». Et il exhortait: «À la renaissance d'une Europe fatiguée, mais encore riche d'énergies et de potentialités, l'Église peut et doit contribuer».

Il faut donc clore la phase des lamentations qui conduisent à une résignation triste. Reconnaissons plutôt une certaine honte face à cette plainte — y compris celle, stérile et attristante, entre conservateurs et progressistes — qui nous rend querelleurs tout en nous rendant totalement sans influence. L'Évangile — ne serait-ce qu'un seul mot, pourvu qu'il soit véritablement évangélique — appelle à une créativité nouvelle. Les Églises d'Europe doivent redevenir un sujet qui regarde, non un objet que l'on regarde, si nous voulons habiter les signes de l'histoire en rendant témoignage au regard de Jésus. Nous nous regardons trop de l'intérieur, et nous nous préoccupons trop de la manière dont les autres nous regardent. Nous regardons trop peu le monde, et nous écoutons trop peu le cri d'aide qui monte surtout des plus pauvres.

3. Revenir à l'Évangile: Jésus, la foule, les disciples

Rouvrons l'Évangile! Il est une image emblématique que les évangélistes nous proposent et qui peut constituer le chemin à reprendre: l'icône de «Jésus, la foule et les disciples». Trois acteurs (plus un) y apparaissent. Le premier est Jésus, celui qui prend l'initiative, semant paroles et signes de la venue du Royaume sans «faire acception des personnes» (cf. Ac 10,34). Sous des formes diverses, Jésus porte une attention particulière à ceux qui sont «séparés» de Dieu et «abandonnés» par la communauté (les pécheurs et les pauvres, dans le langage évangélique). Par ses paroles et ses actes, il offre la libération du mal et la conversion à l'espérance, au nom de Dieu, Père de tous les êtres humains.

Le deuxième acteur est la foule qui le suit sur le chemin, et parfois même le poursuit jusqu'à le devancer. C'est à la foule (aux diverses foules, à l'intérieur comme à l'extérieur d'Israël) que Jésus adresse l'annonce évangélique. Il ne s'adresse pas seulement à quelques initiés ou élus. Jésus met la foule en contact direct avec le don de Dieu, qui est lui-même, souvent d'une manière qui surprend et parfois scandalise les témoins. Jésus accueille comme interlocuteurs tous ceux qui appartiennent à la foule: il écoute les protestations passionnées de la femme cananéenne (Mt 15,21-

28), qui ne peut accepter d'être exclue de la bénédiction qu'il apporte; il se prête au dialogue avec la Samaritaine (Jn 4), malgré sa condition de femme socialement et religieusement compromise; il sollicite l'acte de foi libre et reconnaissant de l'aveugle-né (Jn 9), que la religion officielle avait relégué hors du périmètre de la grâce.

Parmi ceux qui suivent Jésus, le troisième acteur se détache nettement: les apôtres et les disciples, appelés à une médiation autorisée entre Jésus et la foule. Leur entrée en scène coïncide avec l'appel, qui n'est pas précédé d'une histoire de guérison et de conversion: l'appel de Jésus est le fondement même de leur guérison et de leur conversion, de la bénédiction et de la communion qui leur sont offertes. Il ne s'agit pas d'un privilège, mais d'un ministère, d'un service. Grâce au don de l'Esprit, ils doivent garder la place de Jésus, sans toutefois s'y substituer, afin qu'il demeure possible de le rencontrer.

Jésus, la foule, les apôtres et les disciples: telle est l'icône à contempler pour que l'Église de notre temps devienne toujours davantage ce qu'elle est au plan évangélique. Aucun des trois acteurs ne peut sortir de scène. Si Jésus vient à manquer et qu'un autre prend sa place, l'Église devient un contrat entre les apôtres et la foule, dont le dialogue synodal finira par suivre la logique du jeu politique. Sans les apôtres, autorisés par Jésus et instruits par l'Esprit, le rapport à la vérité évangélique se rompt et la foule demeure exposée à un mythe ou à une idéologie sur Jésus, qu'elle l'accueille ou qu'elle le rejette. Sans la foule, la relation des apôtres à Jésus se corrompt en une forme sectaire et autoréférentielle de la religion, et l'évangélisation perd sa lumière, qui est une révélation de Dieu s'adressant à tous, directement, en offrant son salut.

Dans ce cadre survient ensuite l'acteur «en plus»: le quatrième, l'antagoniste, qui introduit sur la scène la séparation diabolique des trois autres. Face à la perspective dérangeante de la croix, certains disciples s'en vont et des foules changent d'humeur. L'insidieuse force de division — qui contrarie un chemin commun — se manifeste indifféremment sous les formes de la rigueur religieuse, de l'injonction morale qui se présente comme plus exigeante que celle de Jésus, et de la séduction d'une sagesse politique mondaine qui se veut plus efficace qu'un discernement des esprits. Pour se soustraire aux tromperies du «quatrième acteur», une conversion continue est nécessaire. L'épisode du centurion Corneille (Ac 10), préfiguration de ce «concile» de Jérusalem (Ac 15), référence cruciale pour une Église synodale, est à cet égard emblématique.

La question de fond à poser est simple et exigeante: comment être avec Jésus, avec la foule et avec les disciples, en cette heure de l'histoire? Il n'existe pas de christianisme parfait qui se serait réalisé un jour et qu'il nous suffirait d'appliquer aujourd'hui. Il n'a jamais existé et n'existera jamais, dans l'histoire, de christianisme parfait: toute communauté chrétienne devra toujours se convertir et s'humilier face à ses insuffisances, et se confronter à la Parole de Dieu qui ne cesse de l'inspirer. Telle est la grande exigence pour chaque génération chrétienne — y compris la nôtre —, même au milieu des défauts et des imperfections propres à la réalisation historique de la communauté chrétienne.

Une conviction doit être réaffirmée: au fil de l'histoire, nous ne nous éloignons pas d'une pureté originelle à laquelle il faudrait revenir; nous nous rapprochons plutôt, jour après jour, d'un éclaircissement de notre destination, dont nous comprenons toujours davantage: un éclaircissement qui, précisément, devait attendre son temps pour être compris et mis en œuvre.

Nous devrions retrouver le regard de Dieu, comme l'écrit Jean: «Dieu a tant aimé le monde qu'il a donné son Fils unique» (Jn 3,16). Dieu aime le monde, y compris ce monde qui s'appelle l'Europe, et, à travers l'Europe, le monde entier. Que furent, du reste, les impulsions missionnaires parties précisément de l'Europe, malgré toutes les fautes commises sur le versant colonial? N'est-il pas alors urgent de reprendre l'initiative dans le cadre de la formation d'une politique européenne à la hauteur de l'humanisme spirituel de la communauté, qui, dans le moment historique présent, peut prendre l'ampleur d'une question d'époque? Les politiques dominantes apparaissent de plus en plus polarisées sur l'humanisme matériel de la collectivité. Et cela, en Europe, signifie, outre un réductionnisme éthique de la coexistence civile, une défense obtuse des privilèges accumulés au fil des décennies de gouvernance démocratique. Malheureusement, cet avantage, très mal géré par la culture des droits humains et du bien-être diffus, s'est rapidement épuisé.

4. Église et société: une histoire unique

Les chrétiens d'Europe sont appelés à redécouvrir leur responsabilité à l'égard des peuples européens. Il faut malheureusement constater une dangereuse tendance à l'autoréférentialité au sein des communautés chrétiennes d'Europe. Certes, nul n'ignore l'existence de difficultés internes, dont certaines sont très sérieuses. Toutefois, le fait de se concentrer exclusivement sur celles-ci freine non seulement la dimension missionnaire — et donc planétaire, qui est constitutive du christianisme — ainsi que l'indispensable fermentation évangélique de la société, mais affaiblit également la vie même de la communauté ecclésiale. Il en résulte un double appauvrissement, tant à l'intérieur qu'à l'égard de la société.

Un sursaut spirituel et culturel est indispensable pour lancer un mouvement large et pluraliste de réflexion sur le présent et l'avenir de l'Europe et du monde. Sur ce terrain, nous, chrétiens européens, accusons un retard préoccupant. Nous devons nous laisser interpeller par l'Évangile afin de redonner une âme nouvelle à l'Europe. Seule une Église renouvelée pourra aider la société européenne à devenir plus fraternelle et plus solidaire. Nous savons en effet qu'il n'existe pas deux histoires distinctes — l'une des chrétiens et l'autre de la société civile — pas plus qu'il n'existe deux cités, l'une catholique et l'autre civile. Il n'existe qu'une seule grande histoire qui concerne tous. Le christianisme européen doit retrouver une vitalité nouvelle pour inspirer l'Europe de demain à devenir une maison commune pour tous, comme ce fut le cas par le passé.

Une alliance avec les autres humanismes, avec les autres cultures et avec les autres histoires s'impose d'urgence. Il est nécessaire d'accepter la fécondation réciproque. Chrétiens, autres croyants et humanistes laïcs — dans une alliance renouvelée — peuvent libérer l'Europe de la prison de l'égocentrisme nationaliste et «engendrer» une nouvelle «réalité» capable de vivre et d'agir non seulement pour elle-même, mais aussi pour le monde.

Des germes et des lumières existent déjà, qui permettent d'imaginer une nouvelle manière de penser et de vivre l'Europe au début du troisième millénaire. Nous devons sortir de la prison du «moi» pour promouvoir le «nous», afin de faire renaître cette tension vers le «social» qui fait partie de l'ADN du christianisme. Une lecture attentive des Écritures et de la Tradition nous rappelle que le christianisme est social ou qu'il n'est pas. Benoît XVI, dans l'encyclique *Spe Salvi*, s'interrogeait sur la manière dont s'était affirmé, à l'époque moderne, un christianisme individualiste incitant chaque fidèle à sauver sa propre âme, alors que l'ensemble de la tradition biblique nous enseigne que nous nous sauvons ensemble, comme un peuple, ou que nous ne nous sauvons pas.

Il convient de méditer à nouveau ces paroles de Benoît XVI: «Henri de Lubac, à partir de la théologie des Pères dans toute son ampleur, a pu montrer que le salut a toujours été compris comme une réalité communautaire. La Lettre aux Hébreux parle elle-même d'une "cité" (cf. 11,10.16; 12,22; 13,14) et donc d'un salut communautaire. En cohérence avec cela, le péché est compris par les Pères comme la destruction de l'unité du genre humain, comme fractionnement et division. Babel, lieu de la confusion des langues et de la séparation, se révèle comme l'expression de ce qui, à la racine, est le péché. Et ainsi, la "rédemption" apparaît précisément comme le rétablissement de l'unité, dans laquelle nous nous retrouvons de nouveau ensemble dans une union qui se dessine dans la communauté mondiale des croyants» (*Spe Salvi*, 14).

5. Une nouvelle culture politique

Voici donc la question cruciale: est-il possible d'imaginer une vocation renouvelée du christianisme européen, capable de conjuguer l'adoration de Dieu en esprit et en vérité — qui passe indiscutablement par la responsabilité de l'amour du prochain — avec la passion pour le destin de la société civile, conçue démocratiquement comme un sujet culturellement pluriel et politiquement auto-gouverné? Le christianisme européen — dans toutes ses expressions, y compris dans sa dimension politique — ne doit-il pas redécouvrir la passion d'un avenir nouveau, tant pour le continent européen que pour la planète entière? C'est là l'interrogation d'un christianisme appelé à reprendre l'initiative dans un contexte où les politiques dominantes apparaissent de plus en plus polarisées autour d'un humanisme matériel de la collectivité.

L'Europe est le champ où le christianisme a accumulé le plus d'histoire, d'expérience et de capacité d'invention. Cet héritage doit précisément interpeller les chrétiens européens

d'aujourd'hui, afin qu'ils reprennent entre leurs mains le trésor de foi et d'humanisme et réveillent une Europe qui se fragmente sous l'effet d'égoïsmes souverainistes. Il convient de retrouver et de reconfigurer la tension vers l'universalité inhérente au message chrétien tel qu'il a été vécu au cours de l'expérience séculaire européenne. Malgré une longue histoire faite d'épreuves et d'erreurs, le christianisme européen porte encore en lui cette tension profonde qui a conduit l'Europe — et l'humanité — vers la démocratie, les droits humains et les sciences de la nature.

La diffusion de ces traits de civilisation, dans leur forme actuelle, présente une dynamique à la fois d'une popularité massive et d'une dramatisation inquiétante: il n'existe plus de peuples — quelle que soit leur anthropologie ou leur religiosité — qui puissent se soustraire aux développements issus de l'invention européenne, qu'il s'agisse de l'économie de marché, de la justice contractuelle ou de l'instrumentalité technique. En ce sens, on peut dire que l'Europe dépasse l'Occident et qu'elle peut agir comme levain pour l'ensemble de la planète.

Il est vrai que l'atmosphère engendrée par le capitalisme financier de la compétition néolibérale, de la substitution technologique et de l'individualisme éthique accentue paradoxalement un climat de «tous contre tous» qui émerge partout dans le monde. Des pays aux cultures nobles et millénaires sombrent dans des guerres commerciales, des guerres civiles, des guerres de frontières, de souveraineté ou de prestige. De même, à l'intérieur même de ces sociétés, surgissent de plus en plus fréquemment — pour des raisons analogues — des pulsions agressives dont l'appareil émotionnel ne perçoit ni le danger ni, souvent, les véritables horreurs de leurs effets.

Face à ces scénarios préoccupants, le christianisme européen doit retrouver une mission proactive et prophétique, afin de contribuer à l'élaboration d'un horizon humaniste planétaire, seul capable d'ouvrir la voie à un avenir pacifique. Il est urgent de reprendre l'initiative pour favoriser l'émergence d'une culture politique européenne à la hauteur de l'humanisme spirituel de la communauté, qui peut, dans le contexte actuel, revêtir la portée d'une question d'époque.

L'augmentation du bien-être ne se distribue nullement de manière automatique; au contraire, les inégalités croissent de façon exponentielle et commencent à fragiliser les fondements mêmes des promesses d'une citoyenneté protégée et régulée selon la justice. La culture des droits humains, quant à elle, évolue avec une vigueur croissante vers le culte obsessionnel d'une liberté individuelle indiscriminée, fondée sur la manipulation arbitraire de tous les liens fondamentaux: ceux de l'éros et de la génération, du soi et du corps, du bien-être individuel et du bien commun. Cette manipulation, habilement encouragée par l'économie néolibérale de la consommation et soutenue par les protocoles technologiques de la performance, engendre des formes — le plus souvent inconscientes — d'accoutumance et de contrainte mentale que l'histoire des relations entre pouvoirs idéels et libertés réelles n'avait jusqu'à présent jamais rendues possibles.

Un christianisme européen à la hauteur de la situation doit clore la phase des lamentations liées à l'affaiblissement d'une forme d'assistance spirituelle de la citoyenneté propre à l'Église d'État et à la religion civile. Il doit même reconnaître avec une certaine honte l'embarras suscité par ces plaintes: tandis que nous, Européens, nous interrogeons sur la manière de rendre le christianisme «plus attractif» sur le marché du bien-être psychophysique, des milliers de croyants sont odieusement persécutés et de nombreuses communautés sont violemment poussées vers l'extinction.

Il est également indispensable de réaffirmer l'urgence de l'unité des chrétiens. L'œcuménisme contemporain semble souvent se réduire à des formes de célébration et de dévotion, au risque de perdre sa profondeur théologique et culturelle. Il convient de se demander avec sérieux si les christianismes souhaitent réellement se réconcilier et si les communautés chrétiennes sont pleinement conscientes de la marginalisation à laquelle la division de la foi condamne la révélation de l'Évangile. L'Europe a été profondément marquée — dans ses richesses comme dans ses contradictions — par les trois traditions chrétiennes: catholique, orthodoxe et protestante. Si le christianisme est né hors d'Europe, c'est néanmoins en Europe qu'il a reçu son empreinte culturelle et intellectuelle historiquement la plus efficace. La division des chrétiens en Europe — et ailleurs — demeure un scandale dont l'acuité semble s'être émoussée. Il est tout aussi surprenant que l'élan unitaire issu du Concile Vatican II se soit largement affaibli.

La mise à jour récente de la «Charte œcuménique», qui propose une attention commune renouvelée entre les chrétiens d'Europe, constitue un signe d'espérance. L'appel conjoint à célébrer, en 2033, une rencontre entre toutes les Églises chrétiennes, ne serait-ce que pour fixer une date commune de Pâques, pourrait représenter une étape significative.

Une autre dimension est tout aussi décisive: celle d'une Europe chrétienne, juive et laïque qui assume la responsabilité de tisser de nouvelles relations avec les autres religions largement présentes sur son territoire, afin de les associer à un projet de fraternité planétaire. Les trois religions abrahamiques sont appelées à retrouver une perspective universaliste fondée sur une origine commune en Dieu et une destination commune en Dieu. S'y ajoute la frontière du dialogue renouvelé entre les religions et la raison laïque. C'est-à-dire, la foi chrétienne — dans ses trois traditions —, les autres grandes religions du monde et la raison occidentale, avec la démocratie politique, peuvent devenir des acteurs déterminants du dialogue interculturel et interreligieux, avec pour objectif directeur l'affirmation des droits humains universels.

Cette dynamique inédite de témoignage désintéressé de l'expérience religieuse requiert un véritable dialogue interculturel. C'est la troisième frontière à explorer, qui exige une créativité de source. À cet égard, les intellectuels dignes de ce nom sont interpellés en premier lieu. Dans la conjoncture actuelle, encore marquée par des initiatives privées certes généreuses mais fragmentaires, l'Europe est appelée à redécouvrir sa vocation au dialogue avec ses partenaires religieux et culturels, afin d'identifier une raison de la nature et, par conséquent, un droit naturel pour l'être humain et sa manière d'habiter le monde. L'objectif est de restaurer la confiance dans la prophétie qui engendre la créativité communautaire et de redonner vigueur à un humanisme en chute libre.

La qualité spirituelle se nourrit d'occasions de dialogue, de réflexion, de curiosité intellectuelle, de stimulation esthétique et de gratification de l'apprentissage, en mobilisant toutes les synergies possibles avec les corps intermédiaires de la société civile et en en créant de nouvelles. Enfants, jeunes et adultes perdent progressivement le langage, la capacité et le goût de la narration existentielle, de la communication intérieure, de la richesse métaphorique des affects, des émotions et des mouvements de l'âme. Les villes, elles aussi, perdent leur ponctuation humaniste.

6. *Un humanisme planétaire*

L'utopie qui anime ces pages consiste à suggérer au christianisme institutionnel que, dans la conjoncture actuelle, plutôt que de suivre le fil de sa crise institutionnelle — cette autoréférentialité évoquée précédemment — il lui revient de s'engager dans le déchiffrement du *kairos* de la mutation anthropologique que nous vivons en cette époque. Il s'agit de comprendre ce moment de l'histoire comme un temps opportun pour vivre et communiquer l'Évangile du Royaume. Avec créativité et urgence, il convient de promouvoir un sursaut spirituel, moral, culturel et politique afin de s'orienter vers ce que l'on peut appeler un «nouvel humanisme planétaire», c'est-à-dire un monde où les peuples retrouvent une harmonie entre eux et avec la création. Tel est le grand message que Pape François nous a légué et que Pape Léon XIV a repris. Il s'agit d'un défi d'époque, qui requiert des femmes et des hommes de bonne volonté, croyants et non-croyants, unis pour imaginer — avec une audace créative — l'avenir nouveau dont la planète entière a besoin.

Le cri de désespoir — qui est aussi un appel à l'aide — qui monte du monde et de l'Europe est assourdissant: les sociétés s'habituent à la guerre, tandis que les inégalités augmentent et que la passion pour les idéaux s'anesthésie. Un vide semble tout engloutir, y compris les conquêtes humaines les plus remarquables accumulées au fil des siècles. Une violence brute empoisonne les relations et l'égoïsme vide les consciences: les passions deviennent tristes et sans espérance, les pensées s'affaiblissent et les afflictions se fragilisent. La démocratie elle-même est menacée. L'humanisme court un risque d'extinction, pris entre les coups conjugués des extrémismes opposés des fondamentalismes religieux et du matérialisme technocratique. Dans ce vide, les jeunes sont compréhensiblement attirés par la promesse de sécurité offerte par ces extrêmes. Beaucoup errent comme des météorites dans l'espace, s'engageant sur des trajectoires de collision aléatoires et souvent mortelles. Le monde qui se fragmente en égoïsmes individuels et collectifs nous concerne directement, car il sape l'Évangile de l'amour et de la fraternité universelle.

Le christianisme institutionnel actuel — nous le répétons — demeure excessivement replié sur lui-même et sur les problèmes internes des Églises, qui existent bel et bien et sont parfois graves. Il est toutefois urgent que le christianisme européen adopte une posture plus propositionnelle et plus attractive s'il veut encourager l'Europe à devenir un sujet moteur du nouvel humanisme planétaire. Un christianisme répétitif ou simplement réorganisé ne suffit pas. L'écart entre foi et culture, entre

Églises et société, est devenu dramatique. Tandis que la sécularisation pousse à se passer de la religion, des politiques de plus en plus «extrêmes» instrumentalisent des croyants «extrêmes» comme soutien. Les chrétiens peuvent et doivent promouvoir une Europe comme espace où pratiquer une alliance large pour édifier une société véritablement humaine.

C'est en Europe, en effet, que la relation entre religion et politique a connu le plus long développement historique. Le christianisme, conjointement avec l'humanisme des Lumières, a élaboré de manière originale et positive son rapport à la société et à la politique elle-même. Cet héritage doit être réinterprété et proposé à nouveau sous des formes et dans des termes renouvelés. Des erreurs, parfois graves, ont certes été commises par le passé; néanmoins, au cœur profond du christianisme européen subsiste encore cette tension qui a conduit les peuples vers la confiance dans la démocratie, la force des droits humains et l'estime pour la science.

Face aux scénarios préoccupants qui se dressent devant l'humanité tout entière, les chrétiens d'Europe ont la responsabilité de retrouver une mission proactive et prophétique. Il convient de reprendre l'initiative en faveur d'une culture politique à la hauteur de l'humanisme spirituel de la communauté. Les politiques dominantes, malheureusement, se polarisent de plus en plus autour d'un humanisme matériel de la collectivité. En Europe, cela se traduit, outre un réductionnisme éthique de la coexistence civile, par une défense obtuse de privilèges accumulés au fil des décennies de gouvernance démocratique. Cet avantage, très mal géré par la culture des droits humains et du bien-être diffus, s'épuise rapidement. Il suffit de considérer le drame des inégalités, qui ont augmenté malgré la croissance du bien-être. La culture des droits humains évolue par ailleurs avec vigueur vers un culte obsessionnel de la liberté individuelle, entendue comme manipulation arbitraire de tous les liens fondamentaux: de l'éros et de la génération, du soi et du corps, du bien-être individuel et du bien commun. Cette manipulation, habilement encouragée par l'économie néolibérale de la consommation et soutenue par les protocoles technologiques de la performance, génère des formes — le plus souvent inconscientes — d'accoutumance et de contrainte mentale que l'histoire des relations entre pouvoirs idéels et libertés réelles n'avait jusqu'ici jamais rendues possibles.

7. Des racines culturelles non ethniques

Pour saisir adéquatement l'horizon du nouvel humanisme planétaire, une réflexion plus attentive est nécessaire afin de reconsidérer le sens des racines judéo-chrétiennes de l'Europe. Toute perspective à caractère ethnique doit être résolument écartée. On pourrait dire que les racines les plus anciennes — mais non les moins importantes — de l'Europe ne sont pas européennes, mais extra-européennes, asiatiques pourrait-on dire. Les recherches historiques et anthropologiques montrent que les populations européennes descendent de groupes venus d'Asie centrale, ayant migré vers l'Ouest en passant par le bassin méditerranéen et les plaines d'Europe centrale. C'est précisément de là qu'est né le paradoxe ayant conduit le nazisme à affirmer la supériorité de la «race» aryenne sur les autres, en utilisant comme symbole la croix gammée, issue de l'Inde du Nord. Il convient de rappeler que les populations européennes descendent d'immigrants provenant d'un autre continent. Cela montre que le phénomène migratoire — qui concerne l'Europe depuis ses origines — fait partie intégrante de l'histoire humaine. Les Européens ne se distinguent donc pas des autres peuples par des critères de «sang»: comme l'a établi la science, l'humanité est largement métissée et ne peut être ramenée à des lignées génétiques nettement séparées.

La géographie confirme également que les migrations depuis l'Asie centrale découlent du lien qui unit l'Europe au vaste ensemble continental euro-afro-asiatique, dont l'Europe constitue, en réalité, une appendice relativement réduite. Son histoire la plus ancienne s'inscrit, sans surprise, dans celle de la grande *œcumène* euro-afro-asiatique, dont la Route de la Soie — redevenue actuelle avec l'initiative chinoise «One Belt One Road» — a constitué l'un des témoignages les plus significatifs. En d'autres termes, la séparation entre l'Europe et l'Asie — souvent invoquée pour opposer valeurs civiques et modèles sociaux, comme la liberté occidentale et le despotisme asiatique — n'a rien de «naturel». L'Europe a commencé à exister lorsque quelqu'un a tracé une frontière là où auparavant personne n'en voyait: celle qui sépare aujourd'hui la Grèce et la Turquie, ou plus précisément la Turquie européenne de la Turquie asiatique, en traversant la métropole

d'Istanbul. Il s'agit d'une frontière peu évidente sur le plan géographique, née de raisons historiques, auxquelles renvoie la grande épopée de la guerre de Troie racontée par Homère.

L'incertitude de la frontière orientale a ainsi marqué l'ensemble de l'histoire européenne. Dans de nombreuses représentations ultérieures, la Grèce elle-même — pourtant premier noyau de l'Europe — a été placée en marge, voire en dehors, des représentations de l'Europe, notamment durant la longue période de l'offensive ottomane, lorsque Vienne était considérée comme l'ultime avant-poste européen. Un sort analogue a été réservé, de manière encore plus évidente, à la Russie, tour à tour incluse ou exclue de ces représentations. En somme, l'Europe présente une question de frontières orientales jamais clairement définies, les populations occidentales ayant tendance à exclure les territoires plus orientaux, tandis que les populations orientales tendent à les inclure — comme l'affirmait Jean-Paul II lorsqu'il parlait d'une Europe unie «de l'Atlantique à l'Oural», bien avant l'effondrement du système soviétique. C'est peut-être là le signe le plus manifeste d'une identité qui a toujours été moins façonnée par la géographie que par l'histoire.

8. Athènes, Rome, Jérusalem... et les mégapoles

Si l'on voulait esquisser, en très grande synthèse, l'identité européenne, on pourrait la rassembler autour de trois villes-symboles: Athènes, Rome et Jérusalem (cette dernière n'étant d'ailleurs pas située sur le sol européen). Comme on le sait, Athènes incarne la tradition de la *polis* ainsi que celle de la rationalité européenne qui, au XVIII^e siècle, prendra le nom de Lumières. Rome, quant à elle, est la ville symbole de la loi et du droit: c'est à Rome qu'a été formulé l'adage *ubi societas, ibi ius*. Il suffit ici de rappeler l'épisode de saint Paul qui, face à la condamnation prononcée par la loi locale, réplique avec fierté: *civis romanus sum*. On devient citoyen de Rome parce que les institutions publiques reconnaissent les droits des personnes. Enfin, Jérusalem. Bien qu'elle ne soit pas située sur le sol européen, elle a toujours été revendiquée comme faisant partie de l'espace européen: les croisades, avant même de poursuivre un objectif de conquête, entendaient affirmer son appartenance à cet espace. Jérusalem renvoie à la foi chrétienne, en étroite relation avec la foi juive et la culture sémitique.

L'Européen est donc celui qui construit la coexistence civile sur le fondement du droit et de la loi, mais aussi celui qui se reconnaît dans la tradition évangélique. Mentionner ces trois villes et ce qu'elles représentent ne signifie toutefois ni ignorer ni exclure d'autres influences importantes, telles que celles exercées, à plusieurs reprises, par la culture arabe.

Les trois traditions incarnées par Athènes, Rome et Jérusalem ont traversé des périodes difficiles, notamment celles marquées par de nouveaux mouvements migratoires, que l'on désigne habituellement comme des invasions barbares. Bien qu'il se soit agi de bouleversements profonds, ce sont précisément les héritages représentés par ces trois villes qui ont permis de souder l'ancien et le nouveau. Le rôle joué à cet égard par l'Église — et en particulier par le monachisme bénédictin — est bien connu: il a favorisé la rencontre entre l'héritage classique et les nouvelles populations immigrées, façonnant, à la lumière du christianisme, les fondements culturels et axiologiques de l'Europe moderne. Le paysage architectural et urbanistique qui caractérise encore aujourd'hui l'Europe s'est constitué à travers cette synthèse entre des apports divers, unifiés par une même vision.

Aujourd'hui, les traditions idéales, morales et culturelles représentées par ces trois villes sont parfois perçues comme opposées les unes aux autres. Ces dernières années, en particulier, le débat sur les racines chrétiennes de l'Europe a été animé par des discussions opposant culture laïque et culture chrétienne. Il s'agit toutefois d'une opposition relativement récente, qui oublie que les différentes traditions européennes se sont développées à partir de racines communes et de manière étroitement imbriquée. Même si, dans le contexte du XIX^e siècle, laïcs et catholiques se sont affrontés durement sur le rôle public de l'Église, leurs valeurs profondes étaient, à bien des égards, similaires. Si aujourd'hui semblent apparaître des divergences parfois radicales — par exemple sur des questions majeures telles que la famille et la vie — ce n'est pas parce que ces traditions seraient soudain devenues incompatibles, mais au contraire parce que l'on en perd la compréhension historique profonde. Le conflit naît souvent de radicalismes idéologiques, d'un côté comme de l'autre, qui déforment le sens profond de traditions différentes mais unies par des références éthiques et anthropologiques communes.

9. *La ville: laboratoire d'une culture du don*

Une nouvelle culture du «nous» exige que les chrétiens se mettent au service de la *polis* afin qu'elle devienne une «maison pour tous». Cela suppose l'engagement de l'ensemble des «corps» sociaux qui la composent, en vue de promouvoir un ordre social polyarchique capable de renforcer la démocratie. À la base de cette dynamique, l'intuition de Paul VI sur la mission «polyarchique» des laïcs chrétiens dans la vie politique, économique et sociale de la cité retrouve aujourd'hui une actualité particulière. Le pape Montini — qui, dans sa jeunesse, fut l'un des promoteurs du Code de Camaldoli et de la reconstruction de l'Italie après la chute du fascisme et la tragédie de la Seconde Guerre mondiale — l'exprime de manière exemplaire dans *Evangelii Nuntiandi*:

«Les laïcs, que leur vocation spécifique place au cœur du monde et à la tête des tâches temporelles les plus diverses, doivent exercer par là même une forme singulière d'évangélisation. Leur tâche première et immédiate n'est pas l'institution et le développement de la communauté ecclésiale — rôle propre des pasteurs — mais la mise en œuvre de toutes les potentialités chrétiennes et évangéliques, cachées mais déjà présentes et actives dans les réalités du monde. Le champ propre de leur activité évangélisatrice est le vaste et complexe monde de la politique, de la réalité sociale et de l'économie; mais aussi celui de la culture, des sciences et des arts, de la vie internationale, des moyens de communication sociale; ainsi que d'autres réalités particulièrement ouvertes à l'évangélisation, telles que l'amour, la famille, l'éducation des enfants et des adolescents, le travail professionnel et la souffrance.

Plus il y aura de laïcs imprégnés de l'esprit évangélique, responsables de ces réalités et explicitement engagés en leur sein, compétents pour les promouvoir et conscients de devoir développer toute leur capacité chrétienne, souvent tenue cachée et étouffée, plus ces réalités, sans rien perdre ni sacrifier de leur dimension humaine, mais en manifestant une dimension transcendante souvent ignorée, se mettront au service de l'édification du Royaume de Dieu et, par conséquent, du salut en Jésus-Christ» (n. 70).

10. *«Pouvoir doux» et universalisme européen*

Parmi les résultats les plus significatifs du développement historico-culturel européen, on peut mettre en évidence deux perspectives, deux idéaux particulièrement importants.

Le premier est celui d'un «pouvoir doux». En Europe, en effet, se sont progressivement imposés — lentement et au prix d'efforts considérables, mais de manière profonde — le respect de la dignité humaine et le dépassement de l'ancienne loi du bouc émissaire. Les racines judéo-chrétiennes et celles des Lumières ont contribué à désacraliser, à maîtriser et à affiner le pouvoir de l'homme sur l'homme: un pouvoir inhérent à la vie en société et capable de produire des effets terribles. Ce n'est pas un hasard si, précisément en Europe, la politique a été séparée de la religion (l'opposition n'est pas entre «César et Dieu», mais entre «Dieu et Mammon»): la souveraineté a fait l'objet de multiples limitations, la séparation des pouvoirs s'est progressivement imposée, les principes libéraux se sont diffusés, la démocratie a été pensée et pratiquée, etc. Ainsi, l'Europe a exercé une autorité de référence pour l'ensemble de la planète. La reconnaissance des droits humains a des racines européennes. Et il appartient à la tradition européenne d'articuler l'exercice du pouvoir à la protection des citoyens: des rois thaumaturges médiévaux à l'État-providence moderne, en Europe le pouvoir est appelé à prendre soin de la vie des femmes et des hommes qui composent la communauté.

La deuxième perspective idéale de l'Europe est son universalité «innée». On pourrait dire que le génie européen se reconnaît dans une capacité à se rapporter à d'autres régions du globe et à «penser» le monde entier dans une vision universelle, propre à la tradition judéo-chrétienne. Le christianisme est, par nature, universel. C'est pourquoi l'Europe s'est également conçue comme un sujet historique se construisant et s'organisant autour de principes, d'objectifs et d'initiatives susceptibles d'impliquer le monde entier. Cette impulsion a produit un projet particulièrement marquant dans l'histoire des cinq derniers siècles: le projet de l'Occident. Naturellement, la manière dont les Européens ont mis en œuvre l'universalité a souvent été condamnable, notamment lorsqu'ils ont prétendu imposer par la force l'hégémonie européenne. Pourtant, l'ouverture d'horizons embrassant l'humanité tout entière demeure fondamentalement valable; et

certaines tendances actuelles au repli des Européens sur eux-mêmes sont, au contraire, préoccupantes.

11. Les raisons de l'Europe unie

Ces racines fondent également les raisons contemporaines de l'Europe unie telle qu'elle apparaît au cours du XX^e siècle. Durant ce siècle, l'Occident — pour ainsi dire — est «sorti» d'Europe: le flambeau de cet idéal d'universalité est d'abord passé entre des mains américaines, puis il a commencé à subir la concurrence d'autres projets, élaborés dans des régions du monde auparavant marginales sur la scène internationale. L'idée d'une Europe unie s'est développée dans un contexte de processus de mondialisation qui ne pouvaient plus être ramenés à l'hégémonie des États-nations européens, avec l'objectif non seulement d'en accompagner les dynamiques positives, mais aussi d'en contrer les conséquences et implications négatives.

Aujourd'hui, les mouvements eurosceptiques accusent les institutions européennes de «voler» la souveraineté des États-nations. Il n'en est rien: ce sont plutôt certains processus de mondialisation qui érodent les souverainetés nationales, tandis que l'unité européenne cherche à les protéger au moyen d'une coopération plus étroite. L'unité européenne repose sur un échange entre indépendance et souveraineté: les États européens cèdent des parts d'indépendance aux institutions communautaires afin de défendre collectivement leurs souverainetés.

Le Vieux Continent s'est engagé sur cette voie dès la Première Guerre mondiale, en commençant à rêver d'une Europe sans guerre et enfin unie; après la Seconde, il a commencé à réaliser ce rêve. L'absence de conflits dans l'Europe unie depuis 1945 jusqu'à aujourd'hui constitue une nouveauté éloquentes qui n'a pas besoin de commentaires. Je voudrais aussi rappeler un autre rôle exercé par les institutions européennes, qu'Alcide De Gasperi soulignait déjà dans une célèbre conférence tenue à Bruxelles en 1948: l'Europe unie aide chaque État européen à défendre et à développer la démocratie. De Gasperi pensait à l'Italie, mais cela vaut également pour d'autres pays européens.

Naturellement, cela ne signifie pas que l'Union européenne soit parfaite. Bien au contraire. Mais il n'y a pas besoin de moins d'Europe: il y a besoin de plus d'Europe. Seule une Europe plus unie et plus solidaire peut faire face aux défis de la mondialisation. Un exemple évident est celui des migrants qui cherchent à atteindre notre continent. Il serait inhumain, injuste et dangereux d'ignorer leurs demandes; et, du reste, les migrants constituent une ressource de travail dont l'Europe a besoin. Mais il est clair qu'un phénomène d'ampleur extraordinaire et d'époque comme celui-ci ne peut être affronté que par l'ensemble des Européens, ensemble, en mobilisant des ressources non seulement économiques et politiques, mais aussi idéales et morales.

Il s'agit également d'une initiative importante pour rendre la mondialisation plus humaine. L'arrêter en fermant toutes les portes, comme le voudraient les nouveaux nationalismes, serait non seulement impossible, mais également erroné, comme le montrent les effets négatifs pour tous de la guerre des droits de douane entre les États-Unis et la Chine. Une Europe plus forte, au contraire, n'aide pas seulement les Européens: elle constitue aussi une impulsion majeure pour développer la mondialisation de la solidarité dont parle le pape Léon.

Un autre domaine majeur dans lequel l'Europe peut et doit jouer un rôle fondamental dans la réalisation de cette mondialisation de la solidarité est celui de la crise climatique et du développement durable. Seuls de grands ensembles d'États partageant avec force des valeurs communes — comme l'Europe, précisément — peuvent agir efficacement pour accomplir le changement massif, à l'échelle planétaire, devenu de plus en plus urgent. C'est une grande entreprise dans laquelle le rôle des religions et des Églises est essentiel, pour le bien des peuples européens et du monde entier, pour contrer les nationalismes et pour construire la paix.

12. Amour de l'Europe et dépassement de la culture de la dette

Il est désormais largement admis qu'il n'est plus possible de créer un «parti» catholique (ou chrétien). D'autre part, la simple «diaspora» civile du christianisme, qui réduit la foi à une

inspiration personnelle sans médiation culturelle et communautaire de ses potentialités humanistes, paraît d'une cohérence incertaine avec la mission.

L'élaboration d'une doctrine sociale de l'Église — qui demeure pourtant un témoignage de la vocation humaniste de la foi chrétienne — ne peut, en tout état de cause, être assumée comme manifeste politique ni comme préalable programmatique d'une communauté chrétienne identifiée comme partie civile. L'Église comme «société parfaite» est une formule chargée d'équivoques, tant au sens historico-juridique du droit public qu'au sens éthico-théologique plus général. L'évidence d'un trésor de grâce confié à des vases d'argile pleins de fissures est — à nouveau — une conviction partagée. Cette évidence ne vise pas seulement, comme à l'époque de la Réforme, les conservateurs tenaces d'une mondanité spirituelle de la grâce et de la puissance religieuse, superposée à la foi, voire s'y substituant, et devenue insupportable pour les modernes. Aujourd'hui, elle met aussi en lumière les contradictions obscures de nombreux protagonistes du réveil évangélique contemporain.

Une participation fraternelle au destin commun d'une humanité imparfaite devient nécessairement une composante constitutive du témoignage chrétien. Le Seigneur, qui doit venir recomposer la création du monde dans le Royaume de Dieu, est la raison de notre espérance de salut, sur laquelle tous les êtres humains peuvent s'appuyer. Et ce n'est pas nous. Telle est la parole-clé du témoignage chrétien, que seule la foi évangélique peut confirmer: une annonce qui oublierait la seconde partie projette une ombre irréparable sur la première. Ce n'est pas nous, le Christ: la singularité irréductible du Fils qui se fait homme, reliant le destin de la génération éternelle à celui de notre naissance temporelle, est le cœur du dogme chrétien.

Une fois cette clarification dogmatique assurée, toute logique de double citoyenneté entre la cité de Dieu et la cité de l'homme se trouve dépassée. Mettre en jeu les potentialités humanistes de la foi chrétienne dans l'Europe contemporaine requiert aujourd'hui une concentration particulière sur la production de ferments actifs, capables d'élever le niveau de la conscience réflexive. Sur ce terrain également, on peut identifier deux démarches propédeutiques au relèvement culturel du témoignage chrétien, appelé à favoriser la rédemption de l'humanisme européen en en faisant un interlocuteur fiable pour la pacification géopolitique.

La «première démarche» semble consister dans la mise en place d'un réseau de contacts et d'échanges culturels, capable d'institutionnaliser la tenue d'états généraux sur le rapport entre religion et culture, foi et humanisme, affects et droit. Il convient de promouvoir des réseaux de relations culturelles favorisant rencontres et dialogues, susceptibles d'impliquer des intellectuels non chrétiens et non croyants. Concrètement, il est urgent d'imaginer une forme de synodalité de l'exercice de la pensée, générée par la foi et intéressée par la foi, mettant en commun les urgences de l'approfondissement et les résultats de la recherche. Les points de cristallisation de cet effort de syntonie doivent être identifiés aux différents niveaux de l'horizon ecclésial, avec une périodicité appropriée. Il n'en résultera normalement ni manifestes ni proclamations. Nous nous situons plutôt sur un plan que l'on peut qualifier de «transpolitique», au sens d'une inspiration plus large que celle des partis eux-mêmes. La force de ce mode de navigation dans la culture exigeante du christianisme résidera précisément dans son objectif: faire lever une pensée humaniste inspirée par la foi, non imposer l'idéologie contraignante d'un «parti de Dieu» (qu'il soit conservateur ou progressiste).

La «deuxième démarche», susceptible de signaler la reprise d'initiative d'un christianisme non bureaucratique et résilient, est l'action éthico-pédagogique de résistance face aux effets induits du narcissisme compétitif associé au souci du bien-être et de l'autoréalisation — l'un des piliers de l'impératif «éthique» postmoderne. Le christianisme actuel ne dispose pas encore de la sophistication culturelle nécessaire pour désamorcer la double contrainte qui retient aujourd'hui en otage les libertés démocratiques orientées vers le bien commun (dont le refrain est le suivant: «si vous voulez élargir les droits des libertés individuelles, vous devez imposer des limites aux liens communautaires», alors même que ces liens constituent la branche qui rend possibles et soutient ces libertés). La «doctrine sociale» de l'Église conserve l'idéalité d'un «bien commun» qui, dans la complexité et la fragmentation actuelles, ne trouve pas de référent adéquat.

Une réaction culturelle efficace à la rhétorique pressante du message néolibéral et consumériste doit être préparée par la compétence de charismes théoriques impeccablement centrés sur les ruses économiques et technocratiques de la «raison» marchande contemporaine, et soutenue par un déploiement massif de présences ecclésiales dans les périphéries existentielles et sociales. La

paroisse «bourgeoise» ne doit pas se faire d'illusions: ou bien elle entre avec enthousiasme dans ce processus, avec toutes ses ressources, ou bien elle se trouvera bientôt contrainte de vendre jusqu'à l'église où elle célèbre la messe.

Nous ne devons pas laisser au système la satisfaction d'abandonner le «centre», en lui permettant impunément de transformer les villes en *smart cities* du capital, des flux, du luxe et de l'exclusion. Au contraire, il faut en assurer une gouvernance culturelle et créative, avec les meilleures femmes et les meilleurs hommes dont nous disposons. Nous devons consacrer davantage d'efforts au réseau des écoles et des académies que nous avons fondées, en tirant de l'oubli des croyants — hommes et femmes — qui travaillent dans les universités publiques, les administrations, l'entrepreneuriat local. Nous ne devons pas être l'ornement spirituel des «zones à circulation limitée» de la ville des flux, ni les assistants spirituels des «politiques d'assistance du welfare» d'État.

C'est pourquoi, nous chrétiens, tout en luttant pour rendre aux services publics la dignité et la beauté qu'ils méritent, nous devons remplir les périphéries de musique, de poésie, de théâtre; et aussi de célébrations hospitalières du mystère chrétien, capables de faire redevenir la présence de Dieu une émotion première — au point d'émouvoir aussi le centurion romain et la Samaritaine aux nombreux (non-)maris. Sommes-nous prêts à aller aux carrefours et à inviter à la messe — oui, précisément à la messe où l'on est «touché» par le Seigneur ressuscité — aussi les publicains, les «irréguliers», les païens, les Zachée, les Cananéennes?

Entre-temps, cette véritable interposition/intercession du christianisme — dont il s'agira de partager et d'affiner les processus grâce à une périodicité appropriée de «complicités synodales» de l'humanisme fraternel — pourra créer les conditions pour imaginer une autre *oikonomia* et favoriser une autre *koinonia* entre les peuples. Mammon, «seigneur» de l'argent, ne pourra être chassé de l'histoire; mais on peut l'empêcher de devenir le «maître» dont on serait l'esclave.

13. Le *kairos* de la foi

Le temps présent est un *kairos*, un moment opportun pour la mission évangélique. Les signes ne manquent pas: vus ou non vus, déchiffrés ou négligés, mal interprétés ou surestimés («Pensez-vous qu'ils étaient de plus grands pécheurs?», Lc 13,2). Il convient de les discerner et, surtout, de les habiter, afin de ne pas rester en marge, à l'image de ces enfants qui observent tout sans jamais se décider à entrer dans le jeu (Lc 7,31-32). Tel est notre point de départ. Oui, le christianisme institutionnel, bien avant de débattre de sa réorganisation — qui ne doit évidemment pas être négligée — doit prioritairement discerner le *kairos*, l'«aujourd'hui» dans lequel incarner l'Évangile.

Le christianisme européen a malheureusement perdu une grande part de son aptitude à reconnaître, à admirer et à susciter l'émotion par l'annonce du Royaume de Dieu là où on l'attend le moins: parmi les publicains, les prostituées, les Samaritains, les Cananéens, les centurions... L'Évangile abonde de cette révélation. Le modeste peuple des «disciples» doit apprendre à discerner les «signes des temps», les signes de la présence de Dieu au-delà de son propre cercle, au sein des foules de ce monde. Il ne faut jamais oublier que la destination ultime de l'histoire est la régénération du monde («la vie du monde à venir», dit le Credo), certes aussi à travers l'Église. Dans cette perspective, le groupe des «disciples» doit se rassembler autour du Seigneur, tout en sachant qu'il existe pour la foule et non pour sa propre conservation. Les disciples doivent se fortifier, certes, mais en vue de la mission. Et il ne suffit pas de se rassurer en affirmant que Dieu agit de toute façon au-delà de nos limites — cela va de soi. Les disciples — l'Église — doivent faire de l'annonce du Royaume le cœur du récit et de l'émotion de la foi. C'est cela, et rien d'autre, qui ouvre la nouveauté chrétienne de Dieu et qui confirme la foi de l'Église dans ce passage de l'histoire. En somme, l'Église doit redevenir le sujet qui regarde d'abord Jésus, et non seulement l'objet regardé par la foule.

Aujourd'hui, nos Églises se regardent trop elles-mêmes et se préoccupent excessivement de la manière dont elles sont perçues. Or l'objet à regarder est le «monde», c'est-à-dire les multiples foules qui l'habitent, en se laissant bouleverser par l'amour abyssal de Dieu pour le monde qui nous a été révélé: «Dieu a tant aimé le monde qu'il a donné son Fils unique» (Jn 3,16). L'Église doit se placer sur cette même longueur d'onde. Tel fut l'élan des Pères du Concile Vatican II,

comme en témoigne l'incipit extraordinaire de *Gaudium et Spes*: «Les joies et les espoirs, les tristesses et les angoisses des hommes de ce temps, des pauvres surtout et de tous ceux qui souffrent, sont aussi les joies et les espoirs, les tristesses et les angoisses des disciples du Christ [...]. C'est pourquoi la communauté des chrétiens se reconnaît réellement et intimement solidaire du genre humain et de son histoire» (n. 1).

La parabole paradigmatique de l'amour du prochain — où un Samaritain «hérétique» rouvre le chemin de la vie pour un «quiconque» agressé sur la route — est la métaphore la plus claire de la révélation de Dieu. Dieu, «inconnu» des orthodoxies religieuses et des constructions philosophiques, assume la forme du second commandement, semblable au premier, auquel le Fils se livre radicalement. Le «prochain», dans le langage évangélique de Jésus, est en réalité celui qui est le plus «lointain». Se faire proche signifie adopter l'attitude même de Dieu dans le Fils. Quelle distance est plus grande que celle qui sépare Dieu de la créature? Et plus encore de la créature hostile? Pourtant, «alors que nous étions encore pécheurs, le Christ est mort pour nous» (Rm 5,8). L'Église existe en fonction de ce témoignage et doit réapprendre à annoncer l'Évangile avec une franchise sereine et non ambiguë, en reconnaissant le bien présent dans l'histoire.

Il nous faut être davantage touchés par ce que Dieu accomplit dans le monde et dans l'histoire humaine, et pas seulement par ce qu'il réalise dans l'Église visible, qui en est le signe et le service. Ce que le Seigneur accomplit dans l'Église éclaire et confirme ce que l'Esprit réalise dans le monde. Le Seigneur ne se limite pas à «faire l'Église» comme si l'histoire de celle-ci épuisait l'histoire du salut.

L'Église devra dépasser non seulement sa réduction au clergé hiérarchique, mais aussi le cercle restreint des baptisés et des pratiquants — non par alternative, mais par inclusion. Cette intuition avait déjà été formulée par Paul VI dans l'encyclique *Ecclesiam Suam* (1964). La redécouvrir aujourd'hui, enrichie par le magistère de Pape François, est d'une grande actualité. C'est aussi l'intuition d'une Église «en sortie» et «en chemin», reprise par Pape Léon XIV. Si l'Église et la société avancent ensemble, une question décisive s'impose: sur quoi fonder le dialogue et l'entente entre tous? La foi rend-elle réellement l'homme plus humain? N'est-ce pas là la mission que l'Église est appelée à redécouvrir aujourd'hui?

14. Le tissage d'un réseau

Les chrétiens européens ne peuvent considérer le monde de la culture comme un interlocuteur déviant du seul fait de son extériorité au langage de la foi. La culture humaine est une expression de la communauté humaine, dont les croyants partagent les attentes, les épreuves et les défis. Lorsqu'une culture est bonne, elle est bonne en elle-même, indépendamment de sa reconnaissance religieuse. Apprendre les «langages» est donc nécessaire pour «retenir ce qui est bon» (1 Th 5,21). Une partie du jargon ecclésial et théologique, conservée par inertie, devient aujourd'hui inaudible face à des savoirs plus élaborés et à des langages intégrant les nouvelles expériences de l'humain. Le véritable enjeu est la présence de croyants crédibles dans tous les domaines de la société, engagés pour le bien commun.

L'Église concrète est le réseau indissoluble des apôtres, des disciples, de la foule, des habitants de nos villes en attente de reconnaissance, de guérison et de pardon. Elle ne se réduit ni à la somme des ministères ni à celle des charismes: elle est le lieu de la recherche de sens et de la rencontre avec le Seigneur, pour ceux qui la guident comme pour ceux qui la croisent, même occasionnellement. Une Église qui considère comme étrangers ceux qui ne se conforment pas à sa discipline commence à perdre son icône évangélique.

Il convient enfin d'abandonner un préjugé fondamental: celui qui absolutise l'amour de soi au détriment de l'amour du prochain. Derrière une apparence morale, cette logique a contaminé la juste lutte pour les droits humains et l'indignation face aux injustices. La guerre prédatrice n'est pas une simple exacerbation de la compétition, mais sa perversion criminelle; la spéculation financière n'est pas une optimisation du profit, mais une négation de la valeur sociale du travail; l'attribution d'un pouvoir absolu sur la vie et la mort n'est pas un progrès démocratique, mais une dérive de l'arbitraire.

Contre l'exacerbation du pouvoir du «moi», qui devient pouvoir sur le «nous», constitue le projet positif d'une culture du «nous». c'est-à-dire,, la réhabilitation de la fierté d'avoir engendré

quelque chose de commun, pour lequel «nous» sommes reconnaissants, s'efface de la grammaire des émotions contemporaines. Cette aspiration demeure profonde mais vulnérable.

Il s'agit de ce «mystère du peuple» évoqué par Pape François et repris par Pape Léon XIV. N'y a-t-il pas là une analogie avec l'icône évangélique de la foule qui accompagne tout le ministère de Jésus? N'est-ce pas en regardant la foule que les disciples apprennent comment Dieu «aime le monde»? Est-il vraiment impossible pour l'immense réseau des disciples et des foules, «qui regardent avec foi Jésus, auteur du salut et principe d'unité et de paix» (LG 9), d'élaborer aujourd'hui une réflexion directrice — à la fois académique et testimoniale, théologique et pastorale, politique et populaire — sur la guerre, le profit et la démocratie, à l'heure du changement d'époque?

15. Une nouvelle passion, y compris politique, pour l'Europe

Le christianisme européen — dans toutes ses articulations, y compris sa dimension politique — est appelé à redécouvrir la passion d'un avenir nouveau pour l'Europe et pour l'ensemble de la planète. N'est-ce pas le christianisme européen qui a porté les peuples vers une perspective planétaire? Les chrétiens d'Europe doivent retrouver leur vigueur afin de redonner force à l'Europe et, par conséquent, à la paix et au bien commun de tous les peuples. Les paroles du cardinal Carlo Maria Martini sont à cet égard particulièrement éclairantes: «à travers une information sophistiquée, nous sommes chargés de problèmes mondiaux sans disposer des forces ni des clés d'interprétation pour y répondre. C'est une condition dramatique. Nous n'avons pas de réponses globales... Et lorsque je pose une telle question, on me répond qu'il s'agit là d'une question typique de la mentalité moderne, alors qu'aujourd'hui nous serions dans le postmoderne et que nous ne cherchons plus de solutions globales».

Martini concluait toutefois: «Pour ma part, je demeure habité par la faim de solutions globales». Il avait raison — et il a encore raison. Il manque aujourd'hui une vision large et unificatrice. Il fait défaut une culture — historique, philosophique et sociale — capable d'offrir une lecture d'ensemble des processus en cours dans le monde, de leurs caractéristiques et de leurs dynamiques, et de proposer à la politique des solutions innovantes. Aldo Schiavone le souligne avec acuité dans son essai au titre éloquent *Occident sans pensée*, affirmant que l'Occident est devenu orphelin de sa propre intelligence.

Le christianisme est appelé à reprendre l'initiative dans un contexte où les politiques dominantes apparaissent de plus en plus polarisées autour d'un humanisme matériel de la collectivité. Les chrétiens européens de notre temps, dépositaires d'un héritage d'une richesse exceptionnelle, doivent se sentir interpellés et réveiller une Europe qui se fragmente en égoïsmes souverainistes. Il convient de retrouver et de réinterpréter la tension vers l'universalité inhérente au message chrétien tel qu'il a été vécu dans l'expérience séculaire européenne. Malgré une longue histoire faite d'épreuves et d'erreurs, le christianisme européen conserve en son cœur cette tension profonde qui a conduit l'Europe — et l'humanité tout entière — vers la démocratie, les droits humains et la science. La diffusion contemporaine de ces traits de civilisation révèle une ambivalence marquée: d'une popularité considérable, mais aussi d'une inquiétante dramaturgie. Aucun peuple, quelles que soient son anthropologie et sa religiosité, ne peut désormais se soustraire aux développements de l'invention européenne, de l'économie de marché à la justice contractuelle, jusqu'à l'instrumentalité technique.

Oui, le christianisme est appelé à susciter un esprit «génératif» capable de faire advenir une Europe et un monde qui n'existent pas encore. Comment ne pas s'inquiéter de l'abstention croissante des citoyens européens — parmi lesquels se trouvent de nombreux catholiques — lors des consultations électorales? Une responsabilité plus mûre et une créativité plus audacieuse sont urgemment nécessaires. Des processus de transformation doivent être engagés, en impliquant tout particulièrement les nouvelles générations, en laissant derrière soi le monde façonné par la génération des *baby-boomers*, afin de devenir acteurs d'une manière nouvelle de voir, d'imaginer et de vivre.

La situation actuelle conduit beaucoup à penser qu'il n'est plus possible de créer un «parti» catholique (ou chrétien) — une question qui mérite néanmoins d'être débattue et approfondie. En effet, la simple «diaspora» civile du christianisme, qui réduit la foi à une inspiration individuelle

sans médiation culturelle et communautaire de ses potentialités humanistes, apparaît d'une cohérence discutable avec la mission chrétienne elle-même. Il est toutefois indéniable que les chrétiens, à travers des formes organisationnelles appropriées, doivent restituer à l'Europe la passion d'un humanisme fondé sur la défense et la promotion de l'humain commun à tous les peuples. Cela requiert une créativité renouvelée dans le champ de la culture politique, capable de proposer des visions unificatrices qui mobilisent et impliquent les différentes réalités de la *polis*. C'est à dire, un nouveau pensée — «prépolitique», si l'on veut, mais indéniablement culturelle — est nécessaire pour promouvoir un ordre social polyarchique, où institutions, pouvoirs et acteurs divers, y compris les religions, contribuent à l'édification de la société en se contrôlant et en se limitant mutuellement. Plus une société est plurielle et polyarchique, plus elle est véritablement civile.

La ville de demain ne peut être ni celle qui se replie derrière des portes closes et des murs dressés pour préserver une identité présumée, ni celle où synagogues, églises, mosquées et temples sont détruits au nom d'une fausse laïcité. La ville de demain est celle dont les portes s'ouvrent aux quatre horizons, dont les murailles ne prétendent pas atteindre le ciel, et dont les lieux de culte sont construits pour favoriser la paix. Le défi est complexe mais incontournable: nos villes doivent devenir des espaces de coexistence pacifique entre personnes de cultures et de confessions diverses. C'est pourquoi il est profondément inadéquat de penser l'Église et la cité en termes de «dedans» et de «dehors». L'une est irrémédiablement à l'intérieur de l'autre. Si l'Église est étroitement liée à la cité, celle-ci est également — comme l'enseigne la longue histoire de l'Occident et au-delà — intimement connectée aux Églises et aux religions. Ce qui importe n'est pas le nombre de chrétiens, mais la qualité de leur engagement.

Au sein des Églises, il convient de promouvoir un mouvement de réflexion sur le présent et l'avenir du pays, de l'Europe et de la planète, afin de sortir d'une autoréférentialité excessive et de se projeter vers un service au bénéfice d'une société plus humaine. À propos d'un «Camaldoli européen», le cardinal Matteo Zuppi déclarait: «Nous traversons aujourd'hui une période où se fait sentir le besoin d'une responsabilité civique accrue. Pour l'Italie, pour l'Europe, pour le monde: tout est incroyablement interconnecté. Une relance? Assurément, on ne peut rester inerte. On ne peut demeurer enfermé dans son "moi": il faut avoir le courage de se dépenser pour le "nous"».

16. Les chrétiens et l'intercession pour le monde

Parmi les missions des communautés chrétiennes figure celle de l'intercession pour la cité dans laquelle elles vivent. L'Évangile rappelle aux chrétiens d'aujourd'hui que même deux ou trois personnes réunies au nom du Seigneur possèdent la force de toucher le cœur même de Dieu. Un grand théologien du XX^e siècle allait jusqu'à évoquer la «force politique» de la prière, c'est-à-dire sa force historique. Le livre de l'Exode relate un dialogue d'une audace extrême: Moïse intercède pour un peuple coupable d'idolâtrie, que Dieu s'apprêtait à abandonner (Ex 32,1-14). Dieu dit alors à Moïse: «Laisse-moi faire: ma colère va s'enflammer contre eux et je les détruirai. De toi, en revanche, je ferai une grande nation» (v. 10). Invité à accepter ce dessein, Moïse s'interpose littéralement, comme s'il disait à Dieu: «Si tu agis ainsi, je ne te suivrai pas». L'argument qu'il avance est à la fois humble et audacieux: «Il en va de ton Nom, ô Dieu» Que diront les Égyptiens — et, plus tard, tous les autres? Ne dénonceront-ils pas le cynisme d'un Dieu qui libère un peuple pour ensuite l'abandonner dans le désert? La puissance de cette intercession, mêlant humilité et *parrhèsia*, est saisissante: un Dieu qui abandonne son peuple ne peut être suivi.

Nous, chrétiens d'Europe, ne devrions-nous pas assumer la posture de Moïse comme première responsabilité devant Dieu? La foi chrétienne engage à l'intercession. Ne devons-nous pas en redécouvrir la force? Moins obsédés par la «construction» de la foi, nous devrions accorder davantage d'attention à ce que la foi est appelée à «construire». Non le Royaume de Dieu — qui est l'œuvre de Dieu lui-même — mais un rempart contre toute idolâtrie, à commencer par celle de soi-même. Redécouvrir le primat de l'intercession et faire des Églises des lieux saints d'intercession pour le monde, des sanctuaires de la rencontre avec Dieu, telle est l'urgence. Avant Moïse déjà, Abraham avait osé dialoguer avec Dieu pour le destin d'un peuple qui n'était même pas le sien (Gn 18,20-32).

La logique de l'intercession bouleverse le schéma archaïque et totalisant du rapport entre souverain et sujet, générateur d'esclavage et de mimétisme narcissique. Dans le domaine religieux, ce dépassement appelle à convertir la communication de la vérité révélée en témoignage des affections de Dieu. La prière d'intercession constitue le premier pas d'une «Église en sortie», qui se décentre pour présenter à Dieu le monde entier en attente de salut. Les croyants, quel que soit leur nombre, vivent ainsi leur foi en se tenant devant Dieu pour la sauvegarde de tous.

PARTIE II

L'EUROPE ET LE DÉFI D'UN MONDE EN MUTATION

1. Naviguer dans le désordre mondial

Le changement du cadre géopolitique amorcé par la nouvelle politique tarifaire annoncée par l'administration Trump lors du «Liberation Day» a été suivi d'une série de déclarations qui ont consacré une modification substantielle des relations entre les États-Unis et l'Europe telles qu'elles s'étaient établies au cours des quatre-vingts dernières années.

L'Europe est aujourd'hui confrontée à une tâche véritablement ardue: naviguer dans le désordre mondial tout en poursuivant la construction d'elle-même afin de devenir le sujet unitaire initialement souhaité par tous, mais qui rencontre de fortes résistances à son accomplissement, et, dans le même temps, retrouver un rôle central dans un cadre économique et social international en profonde transformation.

Aux États-Unis, Donald Trump a annoncé sa «révolution» avec le Liberation Day des tarifs douaniers; en réalité, il a célébré un retour au passé, les droits de douane retrouvant les niveaux atteints en 1934.

Comme l'a souligné le prix Nobel Paul Krugman, peu de personnes ont relevé que le long et continu déclin des tarifs au cours des quatre-vingt-dix dernières années, de 1934 à aujourd'hui, avait été obtenu grâce à de nombreux cycles de négociations internationales, au cours desquels les États-Unis et les autres nations «s'étaient solennellement engagés à ne pas revenir en arrière».

Ainsi, selon Krugman, le Liberation Day constitue aussi, entre autres choses, une trahison vis-à-vis du monde par rapport à ce parcours».

Les droits de douane ne représentent toutefois qu'une partie des transformations en cours.

Il ne faut pas se bercer d'illusions quant au caractère prétendument occasionnel des choix de l'administration Trump: les politiques «MAGA» des États-Unis découlent de problèmes structurels – déficit, dette publique, crise de la Rust Belt, conflits migratoires et ethniques.

Il s'agit de choix seulement en partie improvisés, mais largement inspirés par le Project 2025 de la Heritage Foundation, dont de nombreux points ont déjà été mis en œuvre.

Ces politiques reflètent les déséquilibres mondiaux liés aux transitions démographique, technologique et énergétique, et donc à la «policrise» qui caractérise la post-mondialisation dans un monde multipolaire, fragmenté en blocs politico-commerciaux.

Il ne devrait donc pas manquer un débat et une confrontation sur la réforme de l'ordre économique international, à engager avant que les tensions mondiales ne se transforment en conflits ouverts.

L'Europe ne peut manquer l'occasion de se tourner vers le reste du monde dans cette perspective et de réaliser ainsi sa propre autonomie stratégique.

Le climat de crise et d'incertitude qui domine la scène internationale s'est encore accentué avec la diffusion, en décembre de cette année, du document sur la «National Security Strategy», qui confirme un processus nous conduisant vers une nouvelle configuration de l'ordre mondial.

Au-delà des jugements certainement peu positifs – et par ailleurs discutables – portés sur l'Europe, ce document propose l'image d'États-Unis qui, tout en voulant rester la première puissance économique et militaire mondiale, réduisent leur intérêt prioritaire à l'Amérique du Nord et à l'Amérique du Sud, abandonnant de fait l'option privilégiée en faveur des liens «occidentaux» qui avait prévalu dans l'après-guerre.

Ce choix s'accompagne de la reconnaissance de facto des autres superpuissances, à commencer par la Chine et la Russie, reconnues comme telles en raison de leur puissance militaire et économique, indépendamment des distinctions antérieurement établies en matière de démocratie et d'autarcie.

Aux États-Unis, ces évolutions s'accompagnent, sur le plan interne, d'une opposition tant à l'immigration qu'à la culture «woke», ainsi que d'un affaiblissement marqué du rôle des «countervailing powers», traditionnellement constitutifs de la démocratie américaine.

Dans le domaine économique, selon une image récente d'Ian Bremmer, nous ne vivons plus dans un monde multipolaire, mais dans un monde «technopolaire».

Un monde dans lequel les grandes entreprises de haute technologie étendent leur rôle au-delà de la sphère numérique et économique, vers la politique et la sécurité nationale. Dans cette configuration, les leaders technologiques tendent non seulement à orienter l'évolution des marchés boursiers, mais aussi à contrôler des aspects de la société civile, de la politique et des affaires internationales qui, jusqu'à récemment, relevaient traditionnellement des États-nations.

Parallèlement, s'il est vrai que nous sommes revenus à une ère d'unilatéralisme américain (Beckley, 2025), à l'échelle mondiale nous assistons à la montée du «Sud global» et des pays émergents qui, avec l'Asie du Sud-Est, l'Inde, le Moyen-Orient, l'Amérique latine et l'Afrique, représentent environ 20 % du PIB mondial et 62 % de la population mondiale (Bharadwaj et al., 2025).

Et l'Europe ? Elle doit avant tout éviter de céder à l'invitation de Trump adressée aux États nationaux qui la composent à poursuivre leurs propres intérêts, au lieu de renforcer – comme cela est nécessaire – l'intégration européenne afin de participer, après cette phase de désordre mondial, au défi d'un nouvel ordre international.

L'Europe se trouve à un tournant: si, d'un côté, elle affronte une épreuve extrêmement difficile, elle dispose, de l'autre, d'une opportunité qu'il n'est pas possible de différer: utiliser les espaces qui se sont ouverts au niveau international pour poursuivre cette autonomie stratégique indispensable à la poursuite du chemin du «développement durable», qui constitue depuis longtemps l'étoile polaire de ses choix de politique publique.

D'autant plus que l'Europe est la région du monde qui a adopté avec le plus de détermination et de cohérence cette orientation, résumable dans le droit universel à l'éducation, à la santé, dans la lutte contre les inégalités, la pauvreté et la faim, ainsi que dans l'exercice des droits civils.

En 2015, l'Assemblée générale des Nations unies, en adoptant l'Agenda 2030 pour le développement durable, en a précisé les contenus en identifiant une liste de 17 objectifs à atteindre d'ici 2030 (Objectifs de développement durable – ODD), couvrant toutes les dimensions de la vie humaine et de la planète. Avec l'adoption de l'Agenda 2030, non seulement un jugement clair a été porté sur l'insoutenabilité du modèle actuel de développement, mais l'idée selon laquelle la durabilité serait uniquement une question environnementale a été dépassée au profit d'une vision intégrée des différentes dimensions du développement.

S'est ainsi affirmée une conception d'un monde dans lequel les dimensions environnementale, économique et sociale s'articulent entre elles pour donner naissance à une nouvelle manière d'appréhender le développement.

Pour mettre en œuvre cette approche, l'Europe doit engager les choix susceptibles de la conduire à l'autonomie stratégique nécessaire à la pleine réalisation de ces objectifs.

Il s'agit d'un choix difficile, car nous vivons dans un monde exposé au risque d'une «policrise», résultant de l'interaction possible des différentes crises en cours (géopolitique, démographique, énergétique-climatique et technologique) et de la nécessité de faire face aux transitions qu'elles ont déclenchées.

Nous n'y prêtons pas toujours suffisamment attention, mais chacune de ces crises – et plus encore leur combinaison – contribue chaque jour à faire émerger un monde différent, souvent sans que nous en ayons pleinement conscience.

Dans ce contexte, pour une Union européenne éprouvée d'abord par la crise financière, puis par la crise pandémique, et par les guerres et l'incertitude qui ont suivi, il est difficile de définir la trajectoire du développement durable et d'en garantir le succès. D'autant plus que les citoyens, ayant perdu les certitudes du passé, ne se sentent plus suffisamment représentés ni protégés. Les démocraties contemporaines sont particulièrement vulnérables aux «arguments faciles», aux stéréotypes et aux émotions qui dominent le débat actuel et constituent des instruments de consensus populiste. La disparition des «grandes idéologies» a rendu difficile, pour les partis politiques, de s'assurer la fidélité des électeurs et les a conduits à «des techniques de persuasion et de marketing qui entretiennent et reproduisent une forte polarisation» (Egidi, 2023). Il en résulte un «malaise» qui a ouvert un affrontement général entre la démocratie

représentative et sa version «populiste».

Pour relever ce défi, il est nécessaire que les citoyens européens soient envisagés dans une perspective du «nous» (Habermas, 2013), associée à la prise en charge des intérêts de l'ensemble de la communauté européenne, et non seulement de ceux de leurs compatriotes.

Mais cela ne suffit pas: il convient également de tourner le regard, toujours dans cette logique du «nous», vers le reste du monde, afin de reprendre le rôle historique de dialogue et de confrontation qui a été le nôtre.

C'est là la perspective adéquate pour raviver, au niveau européen, un esprit de débat dont le besoin est particulièrement pressant à un moment comme celui-ci, où l'inspiration – pourtant indispensable – pour un «projet européen» à la hauteur des défis de notre temps fait défaut.

2. Un nouveau rôle pour l'Europe

L'Europe ne doit pas manquer l'occasion de se tourner vers le reste du monde afin de réaliser son autonomie stratégique. Elle a bénéficié d'une longue période de croissance, de prospérité et d'attractivité liée à la création du Marché unique, qui a permis aux pays participants de réaliser des économies d'échelle et des gains de productivité auparavant inimaginables.

Aujourd'hui, bien qu'il subsiste des marges importantes pour achever ce projet, il est nécessaire d'y adjoindre une stratégie à mettre en œuvre en coopération avec le reste du monde.

C'est de là qu'il faut partir: dans un monde multipolaire comme celui d'aujourd'hui, une stratégie cohérente avec l'objectif de l'«accomplissement» de l'Union européenne doit prioritairement définir un nouveau positionnement international de l'Union.

L'histoire et la tradition européennes – un patrimoine où s'entrelacent science, culture et christianisme – en indiquent la voie, en valorisant la capacité de dialogue et de médiation, expression authentique des valeurs occidentales. Ce sont ces mêmes valeurs qui doivent fonder la fermeté de l'Europe face à ceux qui les violent, comme dans le cas de l'Ukraine et de Gaza.

Dans cette optique, l'Europe peut se proposer non pas comme un nouvel «empire», mais comme un espace capable d'offrir son aptitude au dialogue dans les différends entre blocs, en promouvant un «nouveau multilatéralisme». Encore faut-il une Europe qui décide. Les délais sont courts et, si la réforme de la règle de l'unanimité ne peut être obtenue immédiatement, il convient de recourir – fût-ce temporairement – aux coopérations renforcées. Celles-ci pourront être accompagnées de «clauses passerelles» permettant au Conseil européen d'autoriser, sur des matières spécifiques, des décisions à la majorité qualifiée pour les États volontaires désireux de s'engager sur une voie commune. Il en résulte une Europe à «cercles concentriques».

Une fois cette orientation définie, l'Union européenne doit agir avec réalisme et détermination pour redéfinir la géographie de ses échanges internationaux, en saisissant les opportunités laissées ouvertes par l'unilatéralisme des États-Unis. Une Europe engagée vers le Sud du monde et dans le partenariat international dispose de nombreuses opportunités dans un contexte marqué par la crise géopolitique dominante, tout en tenant compte des transitions en cours – démographique, technologique – et en agissant pour la protection de l'environnement et la lutte contre le changement climatique.

Les transitions en cours, à commencer par la transition géopolitique, redéfinissent les relations entre les principales régions du monde. L'Europe est la région qui traverse une transition de long terme l'ayant conduite, depuis l'époque où elle détenait la primauté de l'innovation financière et technologique, à un retard dans l'adoption des nouvelles technologies. Elle demeure néanmoins le continent qui, par sa culture, ses inventions, ses découvertes et ses grandes explorations géographiques, a à la fois influencé le reste du monde et entretenu avec lui des liens constants.

C'est à partir de là qu'il convient de commencer: de la capacité de l'Europe à se projeter elle-même et de son aptitude à interagir avec les autres de manière constructive. Non pas pour créer un pôle alternatif entre Orient et Occident, mais pour contribuer à la définition d'un nouvel ordre multilatéral ouvert aux transformations qui ont vu, depuis longtemps déjà, de nombreux pays émergents devenir des acteurs majeurs sur les plans économique et institutionnel.

Il suffit de penser aux nombreuses zones régies par des accords de libre-échange, fruits de l'action de multiples associations. Le plus important de ces accords, le RCEP – également le plus récent – regroupe quinze pays d'Asie du Sud-Est et du Pacifique (Chine, Japon, pays de l'ASEAN,

Australie, Philippines et Corée du Sud), représentant environ 30 % du PIB mondial.

C'est dans ce contexte que l'Europe peut retrouver sa mission, en s'appuyant sur son histoire et sa tradition de leader technologique mettant ses compétences à disposition et en se proposant comme partenaire des pays intéressés. Parallèlement, elle peut poser la question de la correction des déséquilibres mondiaux qui se sont accentués dans la phase de post-mondialisation. Cela irait également dans l'intérêt des États-Unis, pour lesquels l'unilatéralisme, la politique de droits de douane et de restrictions aux échanges apparaissent, à long terme, peu adaptés. Une telle action pourrait contribuer à modifier les attitudes qui favorisent aujourd'hui l'alignement de la Chine et du Sud du monde sur la Russie, attitudes fondées sur des déséquilibres (comme celui en faveur du dollar) et des inégalités, internes aux pays comme entre eux, qui ont accompagné la mondialisation des années de croissance.

Une remise en question de l'ordre monétaire international établi en 1943, aujourd'hui contesté par la Chine, les pays des BRICS et le Sud du monde, serait plus que jamais opportune. Aujourd'hui encore, 80 % des transactions internationales sont libellées en dollars, selon les règles fixées à Bretton Woods par les vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale. Les trois quarts des réserves totales détenues par les banques centrales sont également en dollars. Des banques d'investissement alternatives aux banques de développement occidentales ont vu le jour, comme la banque chinoise Asian Development Bank.

Pourtant, l'architecture de Bretton Woods, ainsi que les institutions qui en assurent le fonctionnement – le Fonds monétaire international et la Banque mondiale – est restée inchangée. Depuis longtemps, de forts signes d'insatisfaction émanent de la Chine, des pays émergents et du Sud du monde, qui estiment ne pas être suffisamment représentés dans cette architecture du système monétaire international.

L'Europe peut jouer un rôle moteur, d'autant plus que, avec le retrait des États-Unis du multilatéralisme et l'affaiblissement du rôle qui leur avait permis d'imposer leur primauté à Bretton Woods, la révision de ces accords nécessite un dialogue patient et une mise en cohérence entre les visions des grandes puissances et celles des pays émergents et du Sud du monde.

Là encore, il faut une Europe qui décide.

Il ne s'agit pas seulement des déséquilibres commerciaux que l'administration Trump prétend corriger par l'imposition de droits de douane, une mesure totalement inadéquate pour traiter un problème pourtant réel. En effet, les économies matures affichant des excédents commerciaux présentent généralement une part du secteur manufacturier supérieure à la moyenne mondiale, tandis que l'inverse est vrai pour les États-Unis, qui, avec une faible part du secteur manufacturier (11 %), enregistrent un déficit commercial important. Il s'agit indéniablement d'un déséquilibre, mais celui-ci ne se corrige pas par l'imposition de droits de douane.

Il est possible que Trump ait, de fait, pris acte du dépassement de l'ordre économique international issu de Bretton Woods et cherche à en instaurer un nouveau. Toutefois, cette situation peut être traitée, au niveau international, par des accords sur les politiques économiques à adopter, plutôt que par une guerre tarifaire. L'Europe peut y apporter une contribution essentielle, en commençant par s'interroger sur ses propres droits de douane et sur les barrières internes aux échanges.

3. Une Europe engagée vers le Sud du monde

L'agenda exigeant qui sous-tend l'action de la nouvelle Commission requiert, pour se concrétiser, un saut qualitatif qui, prenant acte d'un monde en mutation, confère à l'Union un rôle global. L'UE a commencé à le faire avec l'initiative «Global Gateway», en réponse au projet chinois des «Nouvelles Routes de la soie», visant à mobiliser trois cents milliards d'euros d'investissements d'ici 2027, dont cent cinquante milliards destinés aux pays africains, le reste devant financer des initiatives qui, au-delà de l'Ukraine, s'adressent au reste du monde, en particulier à certains pays asiatiques et à l'Inde.

«Global Gateway» revêt aujourd'hui une importance particulière au regard du changement d'ampleur en cours à l'échelle mondiale, qui ouvre de vastes opportunités à l'action internationale de l'UE. Parler de «l'Afrique» a, en soi, une portée limitée, tant il s'agit d'un continent dont la superficie est supérieure à celles de la Chine, de l'Inde et des États-Unis réunis; d'une population

de plus d'un milliard et demi d'habitants, croissant à un rythme annuel supérieur à 2,5 %; et, surtout, d'une diversité considérable d'un pays à l'autre.

En Afrique, à côté de zones de pauvreté, de nombreux pays enregistrent désormais une croissance significative, accompagnée d'une forte urbanisation et de l'affirmation d'une classe dirigeante moderne. L'UE a engagé ses initiatives en commençant par l'Angola, le Gabon, le Rwanda, l'Afrique du Sud, le Togo, le Bénin, le Nigéria et la Somalie. Ces initiatives résultent non seulement de l'espace créé par la suspension, par les États-Unis, de certaines activités de coopération internationale, mais surtout de l'absence d'un acteur contribuant à satisfaire la demande des pays émergents en investissements dans les infrastructures et dans les technologies nécessaires au développement.

Les activités de partenariat international prévues par «Global Gateway» sont conduites à travers «Team Europe», qui réunit l'Union européenne, ses États membres – y compris leurs agences d'exécution et leurs banques publiques de développement – ainsi que la Banque européenne d'investissement (BEI) et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD).

Les secteurs d'investissement couvrent les câbles sous-marins et les infrastructures numériques, les réseaux de production et de distribution d'électricité et d'hydrogène propre, les initiatives relatives à la chaîne de valeur agroalimentaire, la prévention sanitaire et la formation.

S'y ajoute la nécessité d'un rapprochement entre des «blocs» de pays désormais consolidés, qui peinent à dialoguer au-delà de leurs propres ensembles. L'Europe – qui, il ne faut pas l'oublier, représente 55 % des échanges mondiaux – peut jouer un rôle important, voire décisif, en prenant une initiative internationale de mise en cohérence, à condition de se doter d'une politique étrangère unitaire.

Il s'agit d'ailleurs d'une priorité, car les déséquilibres s'accompagnent d'un mécontentement qui fédère le Sud du monde, la Chine et la Russie, et qui pourrait aisément se transformer en désordre mondial.

Dans une telle initiative, l'Europe pourrait être non seulement l'un des bénéficiaires, mais aussi la région du monde qui, par son histoire et ses traditions, dispose de la «moral suasion» nécessaire à une action de ce type, susceptible de rapprocher les participants à une table de négociation de positions plus proches de l'Occident qu'elles ne le sont aujourd'hui, y compris sur la guerre en Ukraine.

Il convient de rappeler qu'après trois crises – la crise financière de 2008, la crise du Covid-19 et l'invasion russe de l'Ukraine – nous évoluons dans un monde multipolaire, divisé en blocs politico-commerciaux, très différent de celui de la «guerre froide». Une zone asiatique est en forte expansion, non seulement sur le plan économique (la moitié de la population mondiale et près de 30 % du PIB mondial), mais également en termes d'institutions financières et d'accords commerciaux.

Une agrégation de pays, celle des BRICS, entend développer sa propre action, y compris au travers d'institutions représentatives.

Sur le plan strictement politique, les résolutions des Nations unies relatives à la guerre russo-ukrainienne et à la condamnation de l'agression du Hamas montrent qu'une cinquantaine de pays ont décidé de ne pas suivre les États-Unis et l'Union européenne, mais d'adopter des positions autonomes. Il faut en prendre acte et agir pour réduire cette insatisfaction.

La question de l'énergie est cruciale, tout comme celles de la démographie et de la lutte contre le changement climatique. Il suffit de considérer que les pays développés verront augmenter leur consommation d'énergie, malgré la baisse de leur population, tandis que les pays africains – où se concentrera d'ici 2050 90 % de l'augmentation de la population mondiale – souffrent d'un déficit d'infrastructures énergétiques, notamment en raison de l'insuffisance des investissements de la Banque mondiale.

Parallèlement, entre pays développés et pays émergents, la répartition coûts-bénéfices des interventions visant à contrôler les émissions de CO₂ demeure fortement déséquilibrée.

4. La centralité de l'énergie, condition préalable au développement

La forte hausse des prix de l'énergie qui a accompagné d'abord le Covid-19, puis la guerre en

Ukraine, a rappelé à tous – citoyens comme gouvernements – la centralité de l'énergie, de sa disponibilité et de la sécurité de son approvisionnement.

La voie empruntée par l'Europe, avec le choix en faveur de l'énergie «verte», en montre aujourd'hui les avantages, avec la baisse du coût par kWh de l'énergie solaire et éolienne, qui en fait non seulement la source la moins onéreuse, mais aussi celle qui se prête à des accords et conventions internationaux pour son développement, en particulier – mais pas uniquement – avec les pays émergents et le Sud du monde. La disponibilité de l'énergie constitue une condition préalable au développement et à la qualité de vie elle-même, au point que l'on peut dire que c'est la différence de consommation d'énergie par habitant qui distingue les pays les plus développés des autres. Ce qui est certain, c'est qu'il existe dans le monde une «faim» d'énergie appelée à perdurer.

Les principaux producteurs de pétrole au monde sont les États-Unis (19 % du total), l'Arabie saoudite (13 %) et la Russie (12 %). Les États-Unis et la Russie sont également les principaux producteurs de gaz (respectivement 24 % et 18 %).

Les fortes disparités de disponibilité en ressources fossiles conduisent les pays à des attitudes très différentes quant à l'utilisation des diverses sources d'énergie, lesquelles demeurent aujourd'hui encore principalement le charbon, le pétrole et le gaz qui, selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE, 2024), ont couvert en 2023 plus des deux tiers environ de l'augmentation mondiale de la demande énergétique. Cela s'est produit alors même que, la même année, l'offre d'énergie issue des renouvelables a augmenté à un rythme deux fois plus élevé que l'année précédente. Avec le retour de Trump à la présidence des États-Unis, on observe une forte réaffirmation de l'importance des combustibles fossiles. Grâce à l'exploitation des formations schisteuses et à l'usage de technologies de forage de pointe, les États-Unis sont devenus le premier producteur mondial de pétrole et misent sur une énergie abondante et à bas coût.

L'Union européenne, qui – à l'exception de la Norvège – est pauvre en ressources fossiles, se distingue en ayant arrimé sa politique énergétique à la promotion des énergies renouvelables, tout en continuant à satisfaire la plus grande part de sa demande par des importations de combustibles fossiles. En 2020, elle importait 58 % de ses besoins énergétiques. Après la crise énergétique de 2022, consécutive à la guerre en Ukraine, les combustibles fossiles en provenance de Russie, qui représentaient 24,4 % du total, ont été remplacés par des importations d'autres pays; la dépendance extérieure de l'UE n'en est pas moins restée inchangée.

Il est aujourd'hui difficile d'être optimiste quant aux politiques climatiques. Les scientifiques réunis au sein du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) déclarent depuis longtemps que, si nous ne parvenons pas à ralentir le réchauffement dû à l'augmentation du CO₂ atmosphérique résultant de la combustion des énergies fossiles, les effets seront désastreux si la température moyenne mondiale augmentait de 2 °C d'ici 2050. En outre, chaque 0,1 °C supplémentaire accroîtra la probabilité de dommages plus importants à un rythme accéléré.

Pourtant, après des années de consensus général sur la nécessité de limiter les émissions liées à l'usage des combustibles fossiles dans la production d'énergie, un changement d'attitude est aujourd'hui à l'œuvre, à commencer par celui de la nouvelle administration Trump. Cette posture, sans remettre explicitement en cause les conclusions de la communauté scientifique, conduit en pratique à ne pas en partager les indications quant à l'urgence d'agir pour réduire les émissions et le réchauffement planétaire.

Les résultats des dernières élections européennes ont, à leur tour, mis en évidence une préoccupation croissante des électeurs quant aux coûts et aux effets de la transition énergétique engagée avec l'objectif d'une sortie des énergies fossiles à l'horizon 2050. Cela survient malgré les catastrophes climatiques déjà observées, qui, selon les scientifiques, ne sont que des avant-goûts de celles, dramatiques, susceptibles de se produire à l'avenir. Il convient de rappeler que la température a déjà augmenté de 1,1 °C par rapport à son niveau au début du siècle actuel.

C'est pour cette raison que, malgré des points de départ très différents en matière énergétique, tous les pays ont souscrit en 2015 aux Accords de Paris afin de limiter le réchauffement global et de lutter contre le changement climatique. La transition vers des formes d'énergie différentes des combustibles fossiles apparaît comme un processus de longue durée, car l'usage des énergies fossiles restera nécessaire pendant un certain temps, en particulier de la moins polluante d'entre elles: le gaz. En outre, il est raisonnable de considérer que les deux premières économies mondiales, les États-Unis et la Chine, si elles maintiennent les politiques annoncées, seront responsables, dans les prochaines années, d'une augmentation significative des émissions de CO₂.

Les questions environnementales et celles liées au changement climatique constituent une priorité absolue. Cet engagement demeure toutefois très insuffisamment réalisé, malgré les objectifs ambitieux des Accords de Paris de 2015 (et des étapes ultérieures) en matière de climat et de réchauffement global, des «Millennium Goals» du PNUD (Programme des Nations unies pour le développement), ainsi que l'intervention de l'Église à travers l'encyclique du pape François «Laudato si'». Un rôle important est joué par les COP (Conference of the Parties), conférences annuelles consacrées au climat tenues depuis le Sommet de Rio de 1992, au cours duquel a été adoptée la Convention-cadre sur les changements climatiques.

Après une période d'engagement important culminant avec la COP26 de Glasgow en 2021, des réserves ont toutefois commencé à se manifester à l'égard de ces initiatives. La Conférence (COP29), tenue à Bakou en 2024, a examiné, sans parvenir au consensus nécessaire, les plans nationaux de réduction des émissions visant 45 % d'ici 2030, ainsi que la mise en place d'un fonds destiné à compenser les pertes subies par les pays pauvres du fait du climat et à soutenir les pays frappés par une surchauffe climatique.

Le tableau est difficile et exigeant, mais il convient de rappeler que, contrairement aux combustibles fossiles, la voie des énergies renouvelables requiert des investissements importants dans les infrastructures et des améliorations transformationnelles, tant dans la production que dans la distribution d'énergie. Ces changements exigent des délais longs. La transformation profonde qui en découle explique les difficultés rencontrées aujourd'hui par la transition énergétique de sortie des combustibles fossiles, laquelle demeure toutefois, en Europe, l'orientation fondamentale, confirmée par la présidente von der Leyen à la fin de 2024.

Le choix européen d'une transition énergétique fondée sur une politique de «croissance verte» et, partant, durable, ne peut réussir que s'il est alimenté par l'innovation (Aghion et al., 2009).

Il s'agit d'un point essentiel, car les processus de transition énergétique impliquent une transformation d'ampleur historique, reposant sur des investissements massifs dans la production et l'utilisation de l'énergie. Il s'agit de transformer les installations existantes jusqu'à en neutraliser l'impact climatique lié aux émissions de CO₂. Il s'agit également de transformer le système de distribution grâce aux technologies numériques, afin de permettre une utilisation optimisée des renouvelables, et de redessiner, de manière décentralisée, les relations entre production et consommation. Au-delà de la production, il convient d'agir sur les usages de l'énergie dans les transports (véhicule électrique), dans les usines et l'activité productive (avec un effort particulier dans les secteurs où il est plus difficile de réduire les émissions de CO₂) ainsi que dans l'habitat. Ces interventions impliquent une transformation profonde du système productif, des coûts considérables et des bénéfices certainement supérieurs, mais perceptibles seulement à l'avenir. À cela s'ajoute que l'augmentation du coût de l'énergie, amorcée peu avant le début de la guerre en Ukraine et ayant explosé immédiatement après, constitue un nœud encore non résolu, même si les progrès des technologies renouvelables ont rendu leur utilisation économiquement avantageuse. Pour obtenir le consensus nécessaire des citoyens, il est indispensable, contrairement à ce qui a été fait jusqu'à présent, que cette trajectoire soit présentée de manière à rendre clairement intelligible la façon dont elle sera conduite.

La question centrale est de savoir si les politiques climatiques, visant à lutter contre le changement climatique, peuvent être mises en œuvre sans sacrifier le développement économique. Les analyses empiriques et théoriques de Daron Acemoglu et al. (2023) montrent que cela est possible grâce à un usage approprié de taxes sur les émissions de carbone et d'incitations en faveur des énergies renouvelables, de nature à réorienter le changement technologique et à soutenir l'innovation au service des technologies «propres».

5. Échapper au piège de la technologie intermédiaire en coopérant avec les pays émergents

L'Europe est confrontée à un ralentissement de la croissance et de la productivité qui appelle une action résolue afin de repositionner son économie dans le cadre de la concurrence internationale. Cette situation tient largement à la prépondérance des investissements dans les «technologies intermédiaires» et au déficit de la balance des paiements dans le secteur des services avancés, qui voit l'UE importatrice nette en provenance des États-Unis de logiciels, de services de

calcul, de télécommunications et de services internet.

La réduction des avantages jusque-là tirés des termes de l'échange entre produits énergétiques, minerais et biens manufacturés se traduit, sans surprise, par la crise que traverse le principal pays industriel européen, l'Allemagne. L'ensemble des pays de la zone euro en subit les conséquences, avec le risque croissant de ne plus pouvoir soutenir un modèle de protection sociale coûteux, déjà fortement mis sous pression par le vieillissement démographique.

L'Europe s'inscrit dans une transition de long terme qui l'a conduite, depuis l'époque où elle détenait le leadership en matière d'innovation financière et technologique, à un retard dans l'adoption des technologies de pointe. Pour remédier à cette situation, l'investissement dans le seul secteur de la haute technologie ne suffit pas. Il est nécessaire de déployer une action de politique étrangère capable de structurer une coopération avec les pays émergents d'Asie du Sud-Est, en particulier l'Inde et le Japon, afin de créer une chaîne de valeur susceptible de relever, à l'échelle internationale, le défi technologique posé par la Chine et les États-Unis.

Un rapport récent sur la politique d'innovation de l'UE (Fuest et al., 2024) souligne que, si l'investissement public en recherche et développement a augmenté au cours des vingt dernières années pour atteindre le niveau des États-Unis (0,7 % du PIB), l'investissement privé demeure nettement inférieur (1,2 % du PIB), soit environ la moitié de celui observé outre-Atlantique.

De plus, les entreprises américaines consacrent environ 75 % de leurs investissements au développement de logiciels, contre seulement 6 % pour l'UE, ce qui se traduit par une quasi-position dominante des États-Unis dans ce secteur. À cela s'ajoute, comme l'a souligné Mario Draghi (2024), que le modèle européen orienté vers les exportations «a toléré une faible croissance salariale afin d'accroître la compétitivité externe [...]». Or, aujourd'hui, cette combinaison de demande externe, d'exportation de capitaux et de faibles niveaux salariaux n'est plus soutenable.

Se pose ainsi, une nouvelle fois, la question du dynamisme du système économique européen, qui n'offre pas les opportunités d'investissement les plus rentables, précisément parce que, concentré sur les technologies intermédiaires, il ne tire pas suffisamment parti des possibilités de coopération internationale offertes par les technologies de pointe, en particulier les TIC et l'intelligence artificielle.

6. Le changement technologique et l'Intelligence Artificielle

L'intelligence artificielle (IA) constitue une technologie à usage général (*general purpose technology*) appelée à transformer en profondeur l'ensemble de l'activité productive.

Elle promet des mutations majeures dans les années à venir, même si l'ampleur de ses effets sur la productivité et l'emploi demeure débattue.

L'IA est destinée à redéfinir la frontière entre ce que «fait l'homme» et ce que «font les machines», à travers le traitement de langages spécifiques fondés sur l'exploitation et l'analyse de bases de données extrêmement complexes. Les estimations actuelles de ses effets sur la productivité, à un horizon de dix ans, présentent des écarts considérables.

Cette divergence tient en grande partie aux approches méthodologiques adoptées. La première repose sur l'analyse des transformations des tâches associées à l'IA (Acemoglu, 2024), à travers l'automatisation des processus, leur intensification et la complémentarité entre anciennes et nouvelles fonctions. La seconde s'appuie sur un parallèle avec les grandes vagues passées de technologies à usage général, telles que l'électricité ou Internet.

Les écarts entre les estimations reflètent surtout le nombre et l'étendue des secteurs affectés – ou appelés à l'être – par l'IA, à commencer par les gains de productivité déjà observables dans le développement de logiciels, les services à la clientèle et le conseil aux entreprises. Les effets globaux de l'IA dépendent étroitement du calendrier de diffusion de cette technologie dans les différents secteurs de l'économie. Il convient également de tenir compte de la «maladie de Baumol», liée à la capacité inégale des secteurs à absorber le progrès technologique. Comme l'ont montré William Baumol et William Bowen (1965), certains secteurs intègrent pleinement l'innovation, tandis que d'autres y parviennent plus lentement, voire pas du tout. Un quatuor interprétant Mozart ne peut accroître sa productivité, même en présence de progrès technologique. Il en résulte que, dans certains secteurs, salaires et prix augmentent sous l'effet des gains de productivité induits par la technologie – en l'occurrence l'IA – tandis que d'autres secteurs, non

concernés, finissent par subir ces hausses, ce qui contribue à un ralentissement de la croissance moyenne.

Un autre aspect déterminant concerne la vitesse d'adoption de l'IA par rapport aux précédentes technologies à usage général, telles que l'électricité, l'ordinateur personnel ou Internet. Il s'agit d'un point particulièrement difficile à anticiper. Il est toutefois certain que les pays qui adopteront l'IA plus précocement et plus largement bénéficieront d'un avantage compétitif analogue à celui dont ont profité les États-Unis grâce à l'adoption rapide et massive d'Internet.

Un enjeu central de la diffusion de l'IA réside dans ses effets sur le marché du travail, tant en termes de salaires et de revenus que d'emploi. Daron Acemoglu et al. (2023) soulignent que «la diffusion des technologies numériques au cours des quarante dernières années a fortement accru les inégalités de revenus», tout en précisant que «les effets de l'IA dépendent de la manière dont elle est développée et utilisée». Une focalisation excessive sur l'automatisation et le remplacement du travail tend à accroître les inégalités. À l'inverse, une IA générative complémentaire du travail humain, associée à des politiques de développement des compétences – y compris pour les personnes ne disposant pas d'une formation universitaire – peut constituer un antidote aux inégalités.

Il ne fait pas de doute que les effets de l'IA dépendent largement des caractéristiques du système économique dans lequel elle est introduite. Dans les économies avancées, et en particulier dans le secteur tertiaire, la forte composante cognitive des emplois expose naturellement le marché du travail à l'influence de l'IA.

Les économies émergentes, et plus encore les pays en développement, en tirent des bénéfices moindres, en raison du poids prépondérant de l'industrie traditionnelle et de la moindre présence de main-d'œuvre qualifiée. Il en résulte une exposition de l'emploi à l'IA nettement plus élevée dans les économies avancées, ce qui tend à accroître les écarts de compétitivité relative entre pays (Cazzaniga et al., 2024).

7. Démographie et migrations

Les projections disponibles indiquent que les dynamiques démographiques à long terme diffèrent fortement selon les régions et les pays. Elles ont des implications majeures pour le développement, car une population plus nombreuse constitue une ressource, et parce que, à conditions égales, la structure par âge et la répartition de la population jouent un rôle déterminant dans le potentiel de croissance.

Les migrations, en modifiant cette structure, constituent un facteur clé de transformation des avantages comparatifs entre pays. Si les migrations ont toujours accompagné l'histoire humaine – phénomène global répondant à un besoin fondamental de mobilité – leur accueil dans les pays de destination est loin d'être acquis. Aujourd'hui, tant aux États-Unis qu'en Europe, les comportements électoraux traduisent une forte réticence à l'égard de l'immigration.

Cette situation pose un problème complexe, dont la résolution conditionne, en Europe tout particulièrement, la possibilité de parvenir à un développement durable. Cela est d'autant plus vrai si l'on considère les effets de long terme du vieillissement démographique, qui ont conduit Larry Summers (2020) à associer de manière crédible ce phénomène à la «stagnation séculaire».

Le vieillissement de la population tend à réduire la demande de biens d'investissement et leur prix relatif, en particulier dans les technologies de l'information et de la communication. Il entraîne également une hausse des dépenses publiques en matière de retraites et de santé, affecte les déficits publics et accroît l'épargne de précaution face à la perspective d'une fiscalité plus élevée. Il en résulte une tendance à la stagnation séculaire, liée à un excès d'épargne non compensé par l'investissement.

La diminution de la part des jeunes dans la population totale pèse sur la demande de «biens nouveaux», sur l'offre de travail et sur la productivité. Même si elle ne débouche pas nécessairement sur une stagnation séculaire, cette évolution incite les gouvernements à adopter des politiques de soutien à la natalité et/ou de prolongation de la vie active.

La contribution des seniors à l'activité productive concerne l'ensemble des pays de l'OCDE, où la part des personnes de plus de 55 ans dans l'emploi a augmenté de 79 % entre 2008 et 2018. Le Japon, qui affiche la plus forte espérance de vie à la naissance, constitue un exemple en matière de

participation des seniors au marché du travail. La capacité à promouvoir cette participation dépend du contexte institutionnel, notamment des systèmes de retraite, de l'offre de soins et de la structure de l'emploi (Scott, 2020).

L'usage des robots et de l'IA, combiné à des formes de travail flexible et à temps partiel, tend à exercer une pression à la baisse sur les salaires des emplois peu qualifiés, tout en favorisant l'emploi des travailleurs plus âgés disposant des compétences requises. Cela soulève des enjeux en matière de relations contractuelles et de dispositifs de protection, l'activité des seniors pouvant jouer un rôle précieux dans l'accompagnement des jeunes générations.

Face à l'ampleur du vieillissement démographique – particulièrement marqué en Europe et au Japon – et à l'échec relatif des politiques mises en œuvre jusqu'à présent, il devient indispensable d'affronter l'autre versant du dilemme: l'immigration. L'attitude adoptée à l'égard des migrations constitue l'un des principaux tests de la clairvoyance politique et économique des pays développés.

Ni l'instrumentalisation des sentiments hostiles à l'immigration, ni les politiques de simple endiguement ne permettent de répondre à un phénomène de portée historique.

Si l'Europe souhaite se projeter dans l'avenir, elle doit s'appuyer sur ses valeurs et ses traditions d'accueil et d'intégration, en investissant dans l'inclusion des migrants, compte tenu du déclin de la natalité et de la population en âge de travailler qui accompagne le vieillissement démographique.

8. *Équité, cohésion et développement*

Si l'investissement dans les nouvelles technologies est indispensable à la relance de la compétitivité européenne, le développement ne peut s'inscrire durablement dans un contexte dépourvu de principes d'inclusion et d'équité sociale. Le prix Nobel Edmund Phelps (2022) rappelle que les économies occidentales supportent depuis des décennies des coûts sociaux élevés liés au ralentissement de la productivité totale et de l'innovation, se traduisant notamment par des salaires stagnants et une insatisfaction croissante face à la faiblesse des opportunités offertes au travail.

Il est donc nécessaire de promouvoir une société plus inclusive et plus dynamique, capable de favoriser la créativité et l'innovation indispensables à une «bonne vie» et au développement.

Face à la grande transformation en cours – celle du numérique, des nouvelles technologies et de l'intelligence artificielle – nous ne disposons pas encore d'une réponse pleinement adaptée.

Les technologies de l'information et de la communication offrent un potentiel considérable d'amélioration de la santé et de la longévité, et peuvent ainsi accroître le bien-être. Toutefois, elles constituent également l'un des principaux facteurs d'augmentation des inégalités. L'automatisation du travail réduit la part du travail dans la valeur ajoutée au profit du capital, accroît le risque de chômage et impose des processus longs et complexes de reconversion des compétences.

Les préoccupations relatives aux effets de l'IA sur les inégalités s'expliquent par l'ampleur de la transformation économique et sociale attendue dans les années à venir, d'autant plus que se multiplient les prévisions concernant le recours croissant à des robots humanoïdes appelés à assister, voire à remplacer, le travail humain (Masera, 2024).

Dans ce contexte, il devient indispensable de repenser les systèmes de protection sociale afin de garantir les conditions nécessaires à l'équité et à l'inclusion. Cette tâche est particulièrement complexe dans un environnement marqué par une concurrence accrue et par l'affaiblissement des mécanismes traditionnels de régulation des marchés. Les dispositifs antitrust, conçus pour limiter les positions dominantes, ont vu leur efficacité s'éroder, au point que le rôle des grandes entreprises de haute technologie aux États-Unis – telles que Meta, Google, Microsoft, Amazon ou OpenAI – est désormais qualifié de forme potentielle de techno-oligarchie.

L'observation des transformations en cours révèle que l'État-providence, dans sa configuration actuelle, ne suffit plus à répondre aux nouveaux besoins d'inclusion et de sécurité sociale. À côté des catégories protégées de la société industrielle subsistent des populations exclues, du fait de l'évolution de la demande de compétences dans l'industrie et les services, qui requiert désormais des qualifications plus élevées que celles du passé. L'ensemble des personnes occupant des emplois instables, dépourvues de sécurité et de ressources alternatives, constitue une nouvelle classe sociale, le «précariat» (Standing, 2016), caractérisée par une alternance permanente entre emploi et chômage.

Pour ces populations, l'ascenseur social ne fonctionne plus, faute de mécanismes d'inclusion et de ressources permettant d'acquérir les compétences requises par une économie en mutation.

La réponse ne peut consister qu'en une refonte de l'État-providence, non seulement à l'échelle nationale, mais aussi à celle de l'Union européenne, d'autant plus que certaines formes de précarité résultent de stratégies d'entreprises exploitant les écarts d'incitations à la localisation au sein du marché intérieur.

Si l'UE entend redevenir une région attractive à l'échelle mondiale, elle doit assumer pleinement ces enjeux.

La réforme du welfare doit également tenir compte de la pression croissante exercée par le vieillissement démographique sur les finances publiques, en particulier à travers l'augmentation des dépenses de santé et de retraite.

Une condition essentielle pour que les systèmes de protection sociale puissent faire face aux défis de la transformation en cours est la réalisation de gains de productivité suffisants pour dégager les ressources nécessaires au financement de la santé, des retraites et de l'éducation, garantes de l'équité et de l'inclusion. En réalité, une plus grande inclusion sociale et une réduction des inégalités ne sont possibles qu'à travers une augmentation de la productivité totale, étroitement liée à l'investissement dans la formation, laquelle revêt une importance décisive dans un contexte de changement technologique rapide.

La polarisation des compétences observée dans l'industrie manufacturière à l'ère de la mondialisation souligne la nécessité d'une formation continue capable de répondre à une demande croissante de qualifications élevées. Cette exigence est encore renforcée à l'ère du numérique et de l'intelligence artificielle.

Le défi réside dans la capacité à créer des emplois de qualité, à soutenir la croissance du PIB et à financer un système de protection sociale de plus en plus coûteux en raison du vieillissement démographique.

9. L'innovation comme moteur de la dynamique sociale

L'Europe a besoin d'une société non seulement plus inclusive, mais aussi plus dynamique.

Cet objectif peut être atteint par un retour affirmé à son rôle d'acteur global, non seulement à travers les échanges et sa contribution à la redéfinition de l'ordre économique international, mais aussi par des investissements conjoints avec les pays émergents dans la recherche et les nouvelles technologies, qui constituent le moteur des transformations contemporaines.

Il convient de rappeler que l'innovation ne dynamise pas uniquement l'économie, mais l'ensemble de la machine sociale et que, contrairement à une idée répandue, elle constitue un moyen de réduire les inégalités plutôt que d'en créer de nouvelles. Elle représente également un puissant levier de réactivation de l'ascenseur social. C'est l'insuffisance de l'innovation qui alimente les inégalités, en raison du manque d'opportunités et de perspectives de développement.

Cela vaut également en matière de durabilité, domaine dans lequel les limites économiques et sociales des politiques climatiques ont clairement émergé. En conclusion, le cadre devant guider les choix européens est celui d'un développement fondé sur un rôle international proactif, rendu possible par la nouvelle posture des États-Unis à l'égard du système multilatéral qu'ils avaient eux-mêmes contribué à établir. Le patrimoine historique et culturel de l'Europe lui permet d'opposer à la logique du conflit aujourd'hui dominante celle de la coopération et de l'intégration internationale, en misant sur l'innovation, entendue non seulement dans son acception technologique, mais dans son sens le plus large: la capacité d'expérimenter et de créer de nouvelles opportunités.

PARTIE III

UN SOLIDE NAVIRE DANS UNE MER EN TEMPÊTE: ONZE CONSIDÉRATIONS POUR L'UNION FÉDÉRALE

1. La politique des grandes puissances

Lorsque la mer est en tempête, il faut des navires solides pour la traverser. Cette mer est le monde en profonde mutation, qui remet en cause l'Union européenne (UE) et ses capacités d'action. Les équilibres internationaux et nationaux qui avaient permis à celle-ci de se consolider ont été balayés par le cyclone nationaliste. Par le nationalisme des grandes puissances (États-Unis, Russie et Chine), par celui des puissances moyennes (Inde, Turquie), ainsi que par le nationalisme en progression au sein même des États membres de l'UE.

Si l'intégration européenne avait été engagée pour domestiquer l'agressivité du nationalisme, celui-ci est redevenu le problème central de la politique européenne et internationale. L'Europe intégrée a constitué une réponse à la guerre, une réponse qui a réussi à éradiquer celle-ci de notre continent. Toutefois, la guerre est revenue, non plus sous la forme de conflits interétatiques, mais sous celle de la politique de puissance. Comme l'agression russe contre l'Ukraine ou la violence israélienne à l'encontre de la population palestinienne de Gaza.

Cette politique de puissance est en train de démanteler l'ordre libéral international au sein duquel l'Europe intégrée avait pu se développer. Le droit a été remplacé par la force, la négociation par l'intimidation. L'Europe intégrée n'est pas préparée à affronter un changement aussi radical du système international, ayant confié sa sécurité à l'Amérique au cours des soixante-dix dernières années et ayant pensé que le monde était une projection externe de son multilatéralisme interne.

Des temps extraordinaires exigent des réponses extraordinaires; des défis existentiels requièrent des changements structurels.

2. Une démocratie conditionnée par les Européens

Il a été commode (pour les Européens) de confier leur sécurité à d'autres (les Américains). Ce faisant, l'UE a pu transférer des ressources du *warfare* vers le *welfare*, donnant naissance à un marché unique continental, devenu le plus intégré au monde, grâce auquel elle a promu la croissance économique et le développement social de ses États membres.

La paix a rendu possible le développement, et le développement a stabilisé la démocratie. Pour la première fois, dans l'après-Seconde Guerre mondiale, des démocraties libérales se sont consolidées dans tous les pays d'Europe occidentale. Un continent qui avait inventé le fascisme et le nazisme a pu se doter de systèmes de *rule of law* capables de protéger les droits et la dignité des personnes.

Un continent qui avait massacré des millions de Juifs, de membres de minorités religieuses et sexuelles, d'opposants politiques, avec le consentement de majorités nationalistes enthousiastes, a retrouvé le sens de sa propre fragilité en se dotant de contraintes constitutionnelles et d'une nouvelle culture politique.

La démocratie électorale a été insérée dans un double système régulateur, fondé sur les constitutions internes et les traités interétatiques externes, donnant naissance à un modèle de «démocratie conditionnée» (*constrained democracy*) destiné à prévenir la formation de tyrannies, tant des majorités que des minorités.

Un modèle qui a nourri une culture du pluralisme et de la tolérance, du respect et des droits,

de la solidarité et de la responsabilité. Après Auschwitz, en Europe, plus personne ne peut dire: «mes raisons sont les seules qui comptent», «ma vérité est la seule qui compte», «ma Nation est la seule qui compte».

3. *Une union sans cesse plus étroite*

Le projet d'intégration est né d'une exigence de civilisation démocratique des États européens. En créant une démocratie plus large (une démocratie composite), on a cherché à équilibrer une faction par une autre, afin de prévenir l'émergence de nouveaux centralismes autoritaires.

Il s'est agi de construire un système de liberté et de justice capable d'accueillir en son sein des différences sociales, culturelles et religieuses. L'élargissement progressif de l'UE n'a pas été seulement l'expression de sa politique étrangère, mais aussi et surtout celle de la vision de libéralisme social à l'origine de sa fondation.

Ce libéralisme social a été indissociable d'un libéralisme internationaliste qui s'est institutionnalisé à l'extérieur de l'Union. Bien que les traités aient cherché à définir les institutions et les procédures du processus d'intégration, celui-ci s'est appuyé sur un ethos commun: le partage, par les gouvernements et les citoyennetés nationales, des valeurs et des finalités du processus intégratif.

Cette vision est devenue une véritable téléologie. Elle a guidé les processus d'élargissement de l'UE, nécessaires pour dépasser d'anciennes barrières et stabiliser des zones contestées, mais gérés comme s'ils ne requéraient pas de changement institutionnel de l'Union.

Selon cette vision, les élargissements devaient produire des différences de moyens, mais non de fins, du processus d'intégration. On a continué à considérer que l'objectif d'une «union sans cesse plus étroite» était partagé par les pays entrant successivement dans l'UE. Ce sentiment commun devait faciliter la résolution des différends et des tensions, faisant progresser l'intégration. Mais il n'en a pas été ainsi.

4. *Le retour des souverainetés nationales*

Avec Maastricht, l'UE ne s'est pas limitée à promouvoir le marché unique, mais a également inscrit à son agenda des domaines relevant traditionnellement de la souveraineté nationale (de la défense aux affaires étrangères, de la fiscalité à l'asile politique). Ces domaines ont été gouvernés selon un modèle de gouvernance intergouvernementale, et non selon le modèle supranational du marché unique. Alors que ce dernier fonctionne à la majorité, le premier repose sur l'unanimité.

Les crises des vingt dernières années, survenues dans des domaines laissés à la compétence des États membres, ont encore renforcé la gouvernance intergouvernementale et sa logique de protection des souverainetés nationales.

Le nationalisme, sorti par la porte avec les traités de Rome de 1957, est revenu par la fenêtre avec le traité de Maastricht de 1992. La défense de la souveraineté nationale (fraîchement acquise) a constitué la préoccupation majeure des pays d'Europe orientale entrés avec le «big bang» des années 2000, mais aussi, sous des formes plus modérées, des pays d'Europe du Nord entrés lors des élargissements précédents.

Alors que l'Europe intégrée avait été lancée pour relativiser l'État national, les nouveaux entrants — en particulier ceux du dernier élargissement — ont interprété l'intégration comme une occasion de sauver l'État national. Une fois affirmée l'intangibilité de la souveraineté nationale, s'est également imposée l'idée qu'elle était autonome dans la définition de sa propre structure constitutionnelle interne.

Cette autonomie s'est traduite par le non-respect des principes consacrés à l'article 2 du TUE, pourtant souscrits pour adhérer à l'UE. D'où le *democratic backsliding*, la dérive autocratique observée dans certains États membres du dernier élargissement.

Par sa distribution des droits de veto, la gouvernance intergouvernementale a ainsi permis de protéger les souverainetés nationales des États membres, y compris celles ayant conduit à des issues illibérales et autocratiques.

5. *Nouveau monde et vieux paradigmes*

Le résultat est saisissant. L'UE a perdu son âme — ce «PLUS JAMAIS ÇA» proclamé par les Pères fondateurs — et pas seulement sa capacité décisionnelle. Les raisons de l'intégration se sont dissipées. Les principes fondamentaux ont été bafoués. Même la loyauté entre États face à la menace de la guerre a été remise en cause. La pression pour transformer l'UE en une organisation internationale s'est intensifiée. Prisonnière de l'idée selon laquelle les institutions suivent les politiques ou les accords entre gouvernements, l'Union s'est retrouvée dépourvue des instruments et des ressources nécessaires pour se défendre dans un monde de rapports de force.

Elle n'a pas su répondre à la guerre commerciale de Trump ni à la guerre militaire de Poutine comme ces défis l'exigeaient. Elle a su réagir (par exemple à la pandémie), mais non agir face aux transformations historiques en cours.

La montée des sentiments nationalistes dans presque tous les États membres a rendu l'action encore plus incertaine, une incertitude qui a, à son tour, alimenté ces sentiments. Même sur le plan industriel, au lieu de coopérer, les entreprises nationales de défense ont continué à se concurrencer.

Enfin, l'UE a décidé d'assumer sa propre sécurité, mais elle le fait en nationalisant la défense, au lieu de créer un système supranational efficace et contrôlé. Aux défis d'un monde nouveau, l'Union répond avec une mentalité ancienne. Elle ne parvient pas à penser au-delà des États nationaux. Nouveau monde, vieux paradigmes.

6. *Une Europe à plusieurs cercles*

Il convient de libérer l'Europe intégrée du piège — institutionnel et cognitif — qui l'enferme. Si l'on veut empêcher son involution vers une organisation internationale (fondée sur une simple coopération entre régimes politiques différents) et si l'on souhaite retrouver les raisons de l'union sans cesse plus étroite (ainsi que les valeurs qui la justifient), il est alors nécessaire d'aller au-delà du statu quo.

Au regard des différences entre ses États membres, l'UE doit être considérée comme un point de départ, et non comme un point d'aboutissement, du processus d'intégration. L'histoire compte: elle crée des prédispositions et des attentes. Face à la différenciation interne de l'UE, il convient de poursuivre des stratégies à somme positive, afin de répondre à des besoins différents sans les faire entrer en collision.

Il est peu probable de répondre à ces exigences par une réforme des traités, en raison de la contrainte de l'unanimité qui les hypothèque. De même, les stratégies internes aux traités, fondées sur les coopérations renforcées, se révèlent insuffisantes. Celles-ci sont utiles pour faire progresser l'intégration fonctionnelle dans certaines politiques spécifiques, mais non pour promouvoir une intégration de nature politique, telle que la création d'un acteur supranational disposant des ressources et des capacités nécessaires pour agir sur la scène internationale.

Pour cette raison, il est nécessaire de sortir du cadre des traités, en permettant à l'Europe plurielle de trouver ses formes institutionnelles différenciées. Une différenciation qui doit avoir un caractère constitutionnel, et non simplement fonctionnel. Une Europe à plusieurs cercles ou à plusieurs niveaux: au centre, une union fédérale; ensuite, une communauté économique plus large; enfin, une confédération inclusive de tous les États européens qui souhaitent partager des réponses communes à des enjeux tels que les défis de la sécurité ou de la protection de l'environnement.

C'est le centre — l'union fédérale — qui doit disposer d'une subjectivité politique propre, afin d'agir comme un acteur unitaire dans les domaines cruciaux de la sécurité et du développement, en définissant un standard de solidarité sociale que tous ses membres doivent respecter.

7. *L'union fédérale*

L'union fédérale ne peut être une copie des fédérations existantes, en particulier de la fédération allemande d'après-guerre, qui a exercé la plus forte influence sur le processus d'intégration. L'Allemagne fédérale est née de la désagrégation d'un État auparavant unitaire et (hyper)centralisé, tandis que l'union fédérale européenne résultera de l'agrégation d'États auparavant indépendants,

démographiquement asymétriques et culturellement différenciés.

Ces asymétries et ces différences excluent tout projet de centralisation. Le projet doit donner naissance à une union fédérale, et non à un État fédéral. Une union fédérale est une démocratie composite, structurée autour d'une séparation multiple des pouvoirs — entre le centre et les unités, et en leur sein — dans laquelle chaque pouvoir est contrebalancé par un autre.

Le centre doit disposer d'une capacité décisionnelle, d'un gouvernement capable de répondre efficacement aux menaces internes et externes. Mais cette capacité décisionnelle doit se limiter aux menaces que les États ne sont pas en mesure d'affronter seuls, et ne pas s'étendre aux politiques dans lesquelles les États peuvent intervenir plus efficacement. Dans ces domaines, les compétences des gouvernements et des parlements nationaux doivent être préservées.

L'union fédérale ne peut naître que de l'initiative des États fondateurs du processus d'intégration, en particulier la France et l'Allemagne, mais elle doit inclure tous les anciens et nouveaux États qui partagent l'objectif de l'«union sans cesse plus étroite».

8. Le gouvernement de l'union fédérale

Le centre de l'union fédérale doit avoir un caractère supranational, indépendant des institutions nationales. Pour mener les politiques qui lui sont confiées, il doit pouvoir disposer de ressources propres — fiscales autant que militaires —, d'une infrastructure administrative indépendante et de mécanismes de contrôle spécifiques. Le centre doit être constitué d'un gouvernement limité, soumis au contrôle d'un pouvoir législatif bicaméral — composé d'une chambre des citoyens et d'une chambre des États — agissant sous la supervision d'une cour de justice.

En raison des asymétries démographiques et des différences culturelles, le gouvernement ne peut revêtir un caractère parlementaire. S'il dépendait de la confiance de la chambre populaire, il refléterait nécessairement les intérêts et la culture de la délégation la plus nombreuse. De même, s'il dépendait du choix de la chambre des États, il finirait par refléter les intérêts et la culture des gouvernements des États les plus grands et les plus puissants.

Le gouvernement doit être formé de manière indépendante à la fois de la chambre des citoyens et de la chambre des États, afin de garantir l'égalité entre les premiers et entre les seconds. L'union est un projet antihierarchique et anti-hégémonique, entre des citoyens différents et des États divers.

L'Europe a déjà connu des expériences d'agrégation impériale, menées par des pays qui se considéraient plus forts parce que plus grands. Nous savons comment elles se sont terminées. Nous avons besoin d'être ensemble pour faire face à des défis plus grands que ceux des États pris individuellement, mais nous devons aussi le faire dans le respect des principes d'égalité entre les États et entre les citoyens. Penser hors des cadres établis.

9. Centraliser et décentraliser

L'union fédérale, organisée comme une démocratie composite, n'est ni un projet de droite ni un projet de gauche. Elle cherche à apporter des réponses positives à des exigences différentes. Dans un monde en mutation radicale, aucun État n'est en mesure de faire face seul aux menaces issues de la politique des grandes puissances, ni aux défis du changement climatique, de l'instabilité monétaire ou de l'innovation technologique. Dans le même temps, l'agrégation fédérale entre les États ne doit pas créer de hiérarchies entre eux, comme cela serait inévitable en cas de centralisation de cette agrégation. Il s'agit d'instituer des capacités décisionnelles sans favoriser des hiérarchies ou des hégémonies.

Contrairement à ce qui s'est produit après Maastricht, il ne s'agit pas de placer les gouvernements et les parlements nationaux au centre, mais de séparer constitutionnellement les compétences du centre et celles des États, en renforçant à la fois les institutions du premier et celles des seconds.

Au lieu de centraliser ou de décentraliser indistinctement politiques et institutions, il convient de poursuivre une stratégie qui distingue les politiques devant être centralisées de celles qui doivent rester décentralisées, en séparant les institutions chargées de gérer les premières de celles chargées de gérer les secondes.

La séparation institutionnelle permet de clarifier les responsabilités, contrairement à ce qui s'est produit après Maastricht, où tout le monde est responsable mais où personne ne l'est véritablement. La démocratie composite de l'union fédérale doit reposer sur une démocratie forte à la fois au centre et au sein des États.

10. Identités plurielles

L'union fédérale requiert la formation d'une identité composite, tant parmi les citoyens que parmi les élites. Il ne s'agit ni de substituer l'identité supranationale à l'identité nationale, ni de considérer cette dernière comme insubstituable par la première.

L'union fédérale doit se libérer du paradigme étatiste, selon lequel, l'autorité politique étant unique, des identités plurielles ne pourraient exister. Mais elle doit également dépasser les approches qui l'ont jusqu'à présent inspirée, telles que le fonctionnalisme — selon lequel l'intégration se réduit à la résolution de problèmes — ou l'intergouvernementalisme — selon lequel l'intégration dépend des gouvernements et de leurs intérêts.

Ces deux approches dérivent du paradigme étatiste, dans la mesure où elles conçoivent soit une union allant vers la formation d'un État, soit une union réduite à une simple coordination entre États. Le fonctionnalisme et l'intergouvernementalisme ont permis de résoudre des problèmes, mais ces solutions ont à leur tour créé des problèmes sans solution, dès lors que l'on demeure dans ces cadres analytiques.

Il est nécessaire de remplacer le paradigme étatiste par le paradigme fédéraliste, seul à même de donner corps à l'unité dans la diversité.

11. Un solide navire

Être européen signifie être plusieurs personnes à la fois. On peut avoir une identité en tant que citoyen d'un État, en tant que citoyen d'organismes supranationaux, et en tant que citoyen d'une union fédérale.

C'est le pluralisme des identités, au sein de l'union, qui garantit la civilité des relations entre ses membres. Les identités multiples préviennent les conflits non négociables. Si les identités des États sont façonnées par leur histoire, l'identité supranationale doit, quant à elle, résulter d'un choix constitutionnel et moral, précisément parce que l'union est un projet politique.

Pour garantir le pluralisme qui la caractérise, l'union ne peut être maintenue que par des valeurs politiques, formalisées dans un pacte constitutionnel. C'est la démocratie libérale — et sa culture des droits individuels et de la dignité de chaque personne — qui peut tenir ensemble des citoyens différents.

L'union est un projet tourné vers l'Europe de demain, et non seulement vers celle d'hier. C'est un projet inclusif, non exclusif; un projet ouvert, non fermé; un projet généreux, non avare. C'est un projet qui requiert un sens de la limite de la part des citoyens et une disposition au compromis de la part des élites.

Comme tout projet d'agrégation entre des entités différentes, il est fragile. Mais la conscience de cette fragilité peut engendrer de la force, si elle repose sur des valeurs plutôt que sur des convenances. L'union fédérale est le solide navire pour naviguer dans la mer en tempête d'un monde en mutation.

POSTFACE

1. L'Europe doit retrouver la voie de l'unification

Dans cette conjoncture mondiale, si complexe, comme l'ont bien décrit les interventions de Don Vincenzo Paglia, Luigi Paganetto et Sergio Fabbrini, et comme l'a efficacement mise en forme l'introduction d'Enzo Scotti, l'Europe doit retrouver la voie, aujourd'hui perdue, de son unification.

Il s'agit d'un chemin nécessaire, non seulement pour nos pays — autrement condamnés à la stagnation économique et à l'insignifiance politique —, mais surtout pour construire une paix durable dans le monde.

Il faut en effet échapper au risque, désormais insoutenable, de retomber dans une nouvelle division entre des mondes opposés et, parallèlement, de laisser pourrir des conflits le long de frontières tracées par des colonialismes lointains, dont les effets déchirent encore une grande partie de la planète.

Comme il a été écrit dans les pages précédentes, cette recherche d'un rôle pour l'Europe doit partir de la construction conjointe d'une culture de paix, plaçant en son centre les principes d'égalité, de justice et de liberté que l'Europe elle-même a mûris après des années de guerres intestines, de dictatures féroces et, enfin, une longue période de division, symbolisée par ce «mur» qui, à Berlin précisément, marquait la limite infranchissable entre deux mondes ennemis.

Une fois ce mur infâme tombé, l'Europe sembla retrouver sa voie grâce à des politiques courageuses d'élargissement des frontières de l'Union et, dans le même temps, à l'unification des politiques monétaires par la création de l'euro. Au cours de ces années, de 1995 à 2005, l'Union européenne a crû plus rapidement que toute autre zone du monde - plus vite que les États-Unis et que la Chine elle-même - mais, face à la crise mondiale de 2008, l'Europe se désagrège une fois de plus: chaque gouvernement de l'Union recherche des solutions nationales pour amortir les effets économiques et sociaux sur son propre territoire, sans toutefois s'engager dans une action conjointe visant à réorganiser le système productif de l'ensemble de l'Union.

Par ailleurs, cet affaiblissement de la capacité à agir conjointement frappe l'Europe précisément au moment où s'accroît l'impact d'un changement technologique fondé sur l'introduction d'une numérisation diffuse et toujours plus pervasive de l'économie mondiale.

La recomposition institutionnelle opérée en 2007 formalise, avec le traité de Lisbonne, le Conseil européen des chefs de gouvernement des États membres (aux côtés du Parlement, du Conseil de l'Union européenne/Conseil des ministres et de la Commission européenne), doté de fonctions exécutives et non législatives, et fonctionnant de surcroît selon le principe de la délibération consensuelle: il est devenu le lieu où sont consacrés les intérêts nationaux. En reconnaissant le pouvoir de veto des gouvernements, on a posé les bases d'une paralysie décisionnelle, en particulier en situation de crise.

C'est toutefois de ce cadre que nous devons repartir pour retrouver la voie perdue, en gardant à l'esprit que, pour agir en profondeur en vue de construire une Europe capable d'exercer un leadership mondial, il devient nécessaire d'agir conjointement sur les politiques d'éducation et de recherche, qui apparaissent de plus en plus comme le véritable cœur des nouvelles politiques industrielles.

Or, tant les politiques éducatives que les politiques industrielles sont restées, ces dernières années, confinées à leurs périmètres nationaux, sans viser un processus commun de transformation de l'Union européenne, laquelle — aujourd'hui et plus encore demain — doit faire face aux grands problèmes mondiaux: du changement climatique à une croissance démographique toujours plus divergente entre le Nord et le Sud du monde.

Cette Union ne peut retrouver la voie perdue de l'unification européenne qu'en repartant de ses valeurs de démocratie et d'égalité, qui ont été les moteurs du développement des pays dans la seconde moitié du XXe siècle et de l'Union dans son ensemble au tournant des deux siècles, lorsque furent unifiées, avec courage, les politiques les plus identitaires, en effaçant les monnaies nationales et en aboutissant à l'euro.

Avec le second mandat de Trump, si étroitement lié à l'oligopole restreint qui domine les nouvelles technologies à l'échelle mondiale, s'ouvre une nouvelle phase dans laquelle sont remises en cause tant le développement que la paix comme perspective pour le monde entier. C'est sur ce nouveau terrain que l'Union européenne doit s'affirmer comme un référent nécessaire de la démocratie.

2. Une politique éducative pour une Europe protagoniste du développement

L'Europe doit recommencer à croire en ses valeurs constitutives et avancer vers une intégration plus résolue de ses structures éducatives. Le 15 juin 1987 a été adopté le programme Erasmus en faveur de la mobilité des étudiants entre les universités européennes.

Quarante ans après le lancement du programme Erasmus, nous avons appris combien il est important de favoriser la circulation des étudiants; il est toutefois temps d'étendre ce programme en entretenant davantage les parcours de nos universités, en construisant une université européenne, certes fondée sur l'autonomie des établissements, mais également sur leur intégration réelle.

Une université pleinement européenne, ouverte aux étudiants venus du monde entier et en mobilité dans le monde entier, capable d'attirer des chercheurs de tous les pays, d'échanger des procédures et des résultats de recherche, mais aussi leurs retombées productives possibles, afin de relancer une économie nouvelle, plus attentive à l'environnement et aux personnes: base d'un développement réellement durable.

Ce parcours unitaire doit cependant commencer au moins dès l'enseignement secondaire, afin d'agir sur cette culture de l'unité susceptible de nous permettre de poser l'Europe — ses valeurs, mais aussi ses capacités productives et d'innovation — comme un point de référence au niveau mondial.

Nous devons désormais proposer une grande politique européenne unitaire, faisant des politiques éducatives — c'est-à-dire de l'investissement de long terme sur les personnes — l'axe principal d'une nouvelle politique industrielle, dans laquelle l'UE devienne protagoniste d'une nouvelle phase de paix et de développement.

Il faut affronter la phase difficile, mais nécessaire, d'une reconfiguration institutionnelle, qui dépasse le droit de veto et l'unanimité, et parvenir à des institutions communes agissant au nom de l'Europe entière, en ayant pleinement conscience de l'existence de différents niveaux d'autonomie, comme fondement d'un nouvel État unitaire.

Que l'Union retrouve elle-même, ainsi que ces principes constitutionnels d'intégration économique et d'unité politique permettant la création d'un système éducatif pleinement européen, capable d'exercer aujourd'hui cette fonction de relance de l'unité européenne que, voici vingt ans, a remplie la création de l'euro.

3. Une politique de recherche pour une Europe du développement et de la paix

Dans une phase aussi riche en risques pour l'ensemble de l'Europe, il faut saisir toutes les opportunités susceptibles de rendre à l'Union sa centralité. Parmi elles, la plus déterminante consiste à investir ensemble dans la recherche et la formation avancée, en créant des réseaux de connaissance visant à construire des liens de paix et, partant, de reconnaissance des droits individuels et collectifs, nécessaires pour rendre le développement durable sur les plans environnemental, économique et social.

Cela signifie relier encore plus étroitement entre eux les grands centres de recherche présents en Europe, au moyen d'une politique commune qui mette cette plateforme de connaissance à la disposition de tous les pays du Sud global. Il est en particulier nécessaire que ces institutions et leur réseau deviennent la base d'une nouvelle industrie, capable d'affronter les grands enjeux mondiaux et de relancer le rôle de leader productif de l'Union.

Il faut connecter ces centres à leurs territoires, où subsistent encore aujourd'hui d'importantes présences de recherche, mais sans retombées directes suffisantes pour devenir le moteur d'un nouveau développement.

À titre d'exemple, rappelons qu'entre le Nord de l'Italie, le Sud de l'Allemagne, le Sud de la

France et la Suisse existent déjà des infrastructures de recherche parmi les plus puissantes au monde, qui, en coopérant plus étroitement, pourraient constituer le pivot d'une plateforme mondiale de construction de la paix.

Permettez-moi de commencer par le Tecnopolo Big Data de Bologne, qui accueille le centre de supercalcul le plus puissant d'Europe ainsi que le siège de l'ECMWF — *European Centre for Medium-Range Weather Forecasts*, l'agence européenne de prévisions météorologiques à moyen terme.

À Trieste, au sein du *Science Park*, se trouve un centre de recherche international multidisciplinaire d'excellence, spécialisé dans la génération de lumière synchrotron et de lasers à électrons libres de haute qualité, ainsi que dans leurs applications aux sciences des matériaux et du vivant. À proximité de Trieste se situe également le Centre international de physique théorique Abdus Salam (ICTP), qui promeut les études en physique et en mathématiques de chercheurs provenant du Sud global.

Sur le lac Majeur se trouve le *Joint Research Centre* (Centre commun de recherche) de la Commission européenne à Ispra, considéré comme l'un des principaux campus de recherche en Europe, axé sur la sauvegarde et la sécurité des sites nucléaires, ainsi que sur la recherche dans les secteurs spatial et énergétique.

Près de Genève se trouve le CERN (*Conseil Européen pour la Recherche Nucléaire*), le plus grand laboratoire de recherche en physique des particules au monde. Il s'agit d'un centre international chargé de la construction, de l'exploitation et de la mise à niveau d'accélérateurs de particules, tels que le *Large Hadron Collider* (LHC).

Dans le sud de l'Allemagne, les principales infrastructures de recherche comprennent le centre de recherche nucléaire de Garching (près de Munich) et le laboratoire d'ions lourds GSI/FAIR de Darmstadt, étroitement connectés aux centres de recherche sur les accélérateurs du DESY à Hambourg et du BESSY à Berlin.

Dans le sud de la France, l'une des infrastructures les plus importantes est le projet ITER (*International Thermonuclear Experimental Reactor*), qui accueille le dispositif de fusion le plus grand au monde.

Cet immense patrimoine de connaissances, accumulé en Europe et largement financé par l'Union elle-même, est aujourd'hui crucial pour l'avenir de l'humanité; mais il doit être étroitement coordonné et placé de manière unitaire dans une perspective de paix et de développement durable, tout en servant de moteur aux territoires appelés à construire la nouvelle économie européenne.

En s'articulant avec les universités et les établissements secondaires de toute l'Europe — et donc du monde —, il convient de consolider des réseaux de coopération transnationaux, en transférant également aux petites et moyennes entreprises, aux territoires aujourd'hui marginaux et aux communautés périphériques l'espoir d'une croissance durable.

Ces actions sont d'ores et déjà à la disposition de l'Europe pour se proposer comme un référent d'une nouvelle phase de développement et de paix, et donc comme un facteur de stabilité et de croissance, en partant de ses valeurs de démocratie, dont, aujourd'hui plus que jamais, le monde a besoin.

Il est temps d'agir.

COMMENTAIRES

Giuliano Amato¹

Le sens de l'initiative que vous prenez n'est pas tant un exercice d'ingénierie institutionnelle qu'une tentative de redécouverte des valeurs, élément essentiel d'une véritable relance européenne. Sinon – disons-le franchement – que ferait ici Vincenzo ? C'est précisément ce retour aux valeurs qui doit redevenir le moteur du projet européen, car, au fond, il n'existe aujourd'hui que peu de désaccords majeurs sur ce que l'Europe devrait faire.

Comme Luigi l'a rappelé, il est évident que nous sommes en retard dans les hautes technologies; il est évident que, seuls, nous ne pouvons pas rééquilibrer les déséquilibres mondiaux; il est évident que, la protection américaine venant à manquer, nous devons nous préoccuper de notre défense commune. Mais si chaque pays agit isolément, nous risquons d'avoir des «Allemands lourdement armés et des Italiens en costume de bain». D'un point de vue rationnel, toutes les raisons existent donc pour franchir de nouvelles étapes dans le processus d'intégration. Il manque toutefois quelque chose pour pouvoir les concrétiser.

L'élan originel de l'Europe était un élan de valeurs, fondé sur l'idéal de la paix – le fameux «plus jamais la guerre entre nous». Tant que le souvenir de la guerre demeurait vivant dans l'esprit et la conscience de ceux qui l'avaient vécue, cet idéal a fonctionné, parvenant à contenir, au moins en partie, les nationalismes qui accompagnent depuis toujours l'histoire européenne. Mais avec le rejet de la CED, cet élan initial s'est affaibli. C'est alors que Monnet et Schuman décidèrent de passer du plan politique au plan économique: l'intégration devait progresser sur la base de l'intérêt.

Moi-même, avec Massimo Salvadori, j'ai écrit un livre intitulé *Europa conviene*. Durant ces années, le processus d'intégration économique a fonctionné, mais les fondateurs eux-mêmes savaient que cela ne suffirait pas: pour parvenir à la sphère politique, il fallait que cet intérêt économique devienne un moteur vers des objectifs plus vastes. Ainsi s'est toutefois perdu le cœur du Manifeste de Ventotene, qui affirmait clairement: «Si nous voulons la paix entre nous, nous devons retirer aux États les compétences qui leur permettent de faire la guerre: la défense et la politique étrangère». Cela n'est jamais advenu.

Il est vrai que l'intégration économique a néanmoins garanti la paix interne, mais aujourd'hui nous nous rendons compte que, pour assurer la paix dans le monde et à nos frontières, il est nécessaire de revenir à cette vision originelle: une fédéralisation politique de l'Europe. Et c'est là que surgit la question: la seule perception rationnelle de l'intérêt suffit-elle à surmonter les obstacles ? Ma réponse est non. Les nationalismes trouvent toujours des intérêts intermédiaires qui bloquent la vision à long terme.

Dans les années 1950, il était facile de percevoir un avantage immédiat dans l'élargissement du marché; aujourd'hui, lorsque l'on parle d'intérêt en matière de politique étrangère ou climatique, des résistances apparaissent: certains défendent l'industrie automobile ou l'agriculture nationale, d'autres craignent de perdre des avantages immédiats. Les nationalismes deviennent ainsi les défenseurs de ces «désavantages de court terme».

C'est pourquoi la seule logique économique ne suffit pas. Il faut un élan émotionnel et axiologique, capable de dépasser la peur de perdre quelque chose aujourd'hui au nom d'un avenir commun. Il faut un langage des valeurs, de la paix, de la coopération. Car ce monde ne peut survivre que si les êtres humains apprennent à coopérer, à se reconnaître et à accepter leurs diversités comme une richesse.

C'est un terrain que l'économie, à elle seule, ne peut atteindre. Il est donc juste que votre travail cherche à creuser plus profondément, jusqu'à la racine spirituelle de l'intégration européenne. Il n'y a rien de mal à l'appeler ainsi: une racine spirituelle, sans laquelle il n'y aura jamais de véritable Europe politique.

¹ Homme politique et juriste, ancien Président du Conseil des Ministres et de la Cour Constitutionnelle.

Je vous remercie vivement pour cette première partie et je donne la parole à Monseigneur Paglia, qui poursuivra sur le thème d'un nouveau christianisme pour une nouvelle Europe. Je rappelle simplement qu'il ne s'agit pas d'un colloque fermé: il vise à ouvrir des réflexions et à construire un parcours. Nous disposons déjà de textes et de contributions, et nous devons associer non seulement les économistes, mais tous ceux qui partagent l'idée d'aller au-delà.

*Pier-Virgilio Dastoli*²

Le 19 août 1954 mourait Alcide De Gasperi, et beaucoup ont écrit que sa disparition était liée à la perspective désormais certaine de la fin de la Communauté européenne de défense, dont l'objectif initial était la reconstitution de l'armée de la République fédérale allemande (occidentale) dans le cadre d'une Union politique européenne, sachant que l'alternative aurait été sa reconstitution dans le cadre de l'empire américain opposé à l'empire soviétique.

L'idée n'était pas de créer un pilier européen de l'OTAN, ni de programmer une éventuelle guerre contre l'Union soviétique, dont le dictateur sanguinaire Staline était mort en mars 1953, mais de créer ce que l'on appelle aujourd'hui l'autonomie stratégique européenne.

Nous savons aussi que la Communauté européenne de défense n'aurait été possible que dans un cadre politique et démocratique européen.

Nous savons enfin que la CED échoua, et avec elle ce cadre, en raison de la myopie des droites et des gauches françaises, mais aussi de l'inertie italienne, qui avait décidé de reporter la ratification du traité CED.

On discute aujourd'hui des garanties de sécurité pour l'Ukraine: en premier lieu du renforcement de son armée, et en second lieu de la sécurité européenne à travers des forces navales, terrestres et aériennes prêtes à réagir (c'est-à-dire à déclarer la guerre ou, pour reprendre le langage onusien, à mener des missions de peace enforcement) au cas où la Russie déciderait de ne pas respecter les accords de paix (c'est-à-dire après la paix et non après un simple cessez-le-feu), non seulement à l'égard de l'Ukraine mais aussi des pays voisins.

Puisque cette garantie de sécurité européenne ne sera pas fournie par l'OTAN, et puisqu'elle concerne essentiellement les intérêts européens, et que la coalition des trente volontaires va bien au-delà du cadre européen, il vaudrait peut-être la peine de réfléchir au modèle d'une nouvelle CED, dotée de son propre article «42.7», au sein de laquelle intégrer l'armée ukrainienne, dont les activités de défense, de dissuasion et de peace enforcement dépendraient de manière contraignante de la nouvelle CED, avec pour corollaire que les décisions militaires ne seraient pas laissées à la seule responsabilité des chefs d'état-major, mais confiées à un organe politique soumis à un contrôle démocratique et à un budget européen, et non à la somme de budgets nationaux, en dépassant la contrainte de l'unanimité dans un système de souveraineté partagée.

La nouvelle CED/CPE pourrait être provisoirement confiée à une Haute Autorité, dont le Haut responsable rendrait compte régulièrement au Parlement européen et à sa commission de la défense, de la même manière que le président de la BCE dialogue mensuellement avec la commission des affaires économiques et monétaires.

*Andrea Manzella*³

La large adhésion aux interventions qui se sont succédé, en particulier à celle de Sergio Fabbrini, me permet d'éviter les répétitions. Je tenterai donc un exercice quelque peu risqué: considérer ce que l'Europe représente aujourd'hui comme modèle pour un monde en transformation, non pas tant ce qu'elle devrait ou pourrait être, mais ce qu'elle est réellement, avec toutes ses faiblesses et contradictions.

L'objectif est de comprendre comment l'Union peut contribuer à la «raison du monde», à ce nouvel agencement institutionnel et culturel évoqué à l'instant par Monseigneur Paglia.

Je tenterai de répondre à trois questions: comment le monde change-t-il, comment se manifeste

² Président du Movimento Europeo Italia.

³ Homme politique et constitutionnaliste.

le nouveau nationalisme et quelle perspective fédérale est possible pour l'Europe.

Commençons par le premier point.

Le monde change profondément, non seulement sur le plan militaire mais surtout sur les plans géopolitique et culturel. La politique de rupture de Trump a tranché nombre de liens historiques et culturels qui unissaient les États-Unis et l'Europe, sapant les fondements mêmes de l'alliance occidentale. L'Europe se trouve aujourd'hui isolée, dépourvue d'une stratégie autonome d'alliances économiques et politiques, ce qui constitue un risque existentiel. Nous avons construit davantage d'économie et d'institutions que nous ne sommes capables de soutenir politiquement sur la scène mondiale.

Pourtant, lorsque la présidente von der Leyen évoque la «rapide évolution des marchés», une nouvelle conscience apparaît: la possibilité pour l'Union de jouer un rôle actif et créatif. C'est là l'attitude juste: non pas se replier dans la défense, mais proposer un modèle d'«hégémonie consensuelle», pour reprendre une expression gramscienne. L'Europe doit regarder le monde nouveau en considérant ses structures vitales: les modes de production, les mœurs, la santé, la capacité d'innovation et les conceptions politiques.

Même dans ce que l'on appelle le Sud global, aujourd'hui apparemment agrégé autour d'une logique anti-occidentale, on ne distingue pas de pensée politique alternative authentique. La récente déclaration de Pékin en est un exemple: il n'y apparaît pas de vision autonome, mais la répétition des principes de l'État de droit, du droit international, de la liberté et du pluralisme, issus de la tradition constitutionnelle occidentale. C'est paradoxal, mais même les États agresseurs continuent de signer des documents qui reproduisent la grammaire politique européenne.

Cela montre deux choses: leur incapacité à créer un ordre mondial alternatif et le fait que l'Europe demeure, malgré elle, la gardienne universelle de ces principes. Et, dans certains moments, même un «pont de papier» peut servir la paix.

Venons-en au second thème: le nouveau nationalisme.

Il n'est pas étranger à l'histoire politique européenne: Lénine lui-même fut profondément européen lorsqu'il défendit l'indépendance des nationalités opprimées, et Spinelli, dans le Manifeste de Ventotene, reconnaissait dans le nationalisme un «levain de progrès». Après les totalitarismes, la révolution constitutionnelle européenne a toutefois rompu le lien entre souveraineté absolue et nationalisme. L'article 11 de notre Constitution en est la preuve: limiter la souveraineté pour construire la paix.

Aujourd'hui, le nouveau nationalisme ne peut exister que comme nationalisme de l'intégration, c'est-à-dire comme forme de souveraineté partagée. Même les pays du Sud global, en entrant dans de nouveaux blocs, finissent par limiter leur souveraineté originelle: c'est une logique inévitable d'interdépendance.

Il subsiste toutefois une ligne de crête ethnique et culturelle, faite d'appartenances religieuses et de mœurs (notamment en matière de morale sexuelle), capable de grandes agrégations émotionnelles. C'est un terrain délicat, susceptible de menacer la stabilité des ordres démocratiques. C'est pourquoi l'État de droit européen ne peut être conçu comme un modèle rigide et uniforme, mais comme un «module corinthien», capable d'accueillir les différences.

C'est aussi dans ce sens que l'on peut comprendre les paroles du pape Léon XIV, selon lesquelles «la démocratie n'est pas une solution parfaite pour tout». Ce n'est pas une affirmation pessimiste, mais un rappel réaliste: pour être vivante, la démocratie doit savoir accueillir aussi ses aspérités.

Troisième point: la perspective fédérale.

L'avenir de l'Europe ne peut être confié à la seule ingénierie institutionnelle. Ce qui émerge est une forme de fédéralisme implicite, visible dans les fonds de cohésion, dans le programme Next Generation EU et surtout dans le mécanisme de conditionnalité, qui lie l'utilisation des ressources européennes au respect de l'État de droit. Ce type de contrainte légère mais cohérente garantit une convergence croissante entre les États membres.

Un exemple éloquent est le Brexit: même après la sortie formelle, l'Union est restée «à l'intérieur» du Royaume-Uni, à travers des normes, des standards technologiques et des pratiques partagées. C'est la preuve que l'intégration européenne ne vit pas seulement de traités, mais aussi de sédimentations culturelles et juridiques profondes: un véritable fédéralisme de fait.

En conclusion, l'Union européenne est plus forte qu'elle n'apparaît dans la perception politique courante. Elle représente encore l'expérience la plus avancée de coexistence et de coopération dans

le monde contemporain. Toutefois, sa limite la plus grave demeure son inachèvement.

À la différence des œuvres d'art inachevées, qui séduisent par la liberté d'interprétation qu'elles offrent, l'inachèvement de l'Europe ne fascine pas: c'est une blessure, une désolation, une contradiction entre le modèle et sa réalisation. De cette contradiction, cependant, l'Europe devra – et pourra – sortir.

*Pier Carlo Padoan*⁴

Une question simple mais décisive: qu'est-ce qui meut réellement les institutions et les économies européennes ? Quel est le moteur du changement ?

La réponse la plus immédiate renvoie à Jean Monnet et à l'idée que l'Europe avance principalement à travers les crises. L'expérience de l'après-guerre semble le confirmer: l'intégration européenne progresse par accélérations successives, qui s'épuisent puis reprennent lorsque survient une nouvelle crise. Ce schéma a également fonctionné dans les relations transatlantiques: après l'effondrement de Bretton Woods, l'Europe a réagi en choisissant davantage d'intégration, jusqu'à la monnaie unique et à l'union monétaire.

La véritable question est toutefois de savoir si ce mécanisme fonctionne encore aujourd'hui. Ce n'est nullement évident, car les crises actuelles ne sont plus seulement économiques, mais aussi des crises de sécurité. Bretton Woods n'était pas uniquement un système économique: c'était aussi un dispositif de défense, fondé sur l'échange entre la protection américaine et l'ouverture des marchés européens. Aujourd'hui, cet équilibre n'existe plus. Trump a frappé précisément à cet endroit, en demandant aux Européens d'assumer leur propre défense, à une époque où la sécurité est redevenue centrale.

Il en résulte un double problème: une crise géopolitique et militaire, et la prise de conscience que l'Europe n'a pas comblé l'écart entre ce qui est nécessaire pour garantir la sécurité et ce dont elle dispose réellement. Les armées européennes apparaissent inadéquates, tandis que l'Ukraine se trouve paradoxalement dotée de l'armée la plus puissante du continent, engagée contre une puissance militaire extérieure qui confine directement à l'Europe.

D'où la nécessité de repenser ce qui motive aujourd'hui l'intégration européenne. La croissance économique demeure essentielle, et le rapport Draghi est utile en ce qu'il clarifie des priorités déjà connues. Le véritable nœud est toutefois politique: comment construire un consensus pour affronter ces priorités, qui exigent de nouvelles ressources ?

En revenant à Jean Monnet, l'Europe réagit aux crises en formant un noyau de pays qui lance une mission commune, suivi par les autres parce que cela est avantageux. Ce schéma fonctionne bien dans le domaine économique, où l'intégration est un jeu à somme positive. Mais aujourd'hui les crises concernent de plus en plus la sécurité, et là la logique change: dans les systèmes de sécurité, on gagne du pouvoir en affaiblissant le voisin. C'est une contradiction structurelle que l'on pouvait autrefois ignorer, mais plus aujourd'hui.

L'Europe doit alors se rappeler qu'elle est avant tout un modèle d'intégration. C'est cette capacité à construire des alliances qui lui permet de résister à la pression des économies américaine et chinoise, aujourd'hui plus puissantes et plus rapides pour transformer l'innovation en valeur. Le défi consiste à répondre simultanément aux logiques du *win-win* économique et à celles de la sécurité, sans nier ces dernières, mais en les rendant compatibles.

Cela exige une méthode politique capable de produire des biens publics européens. La défense est le plus public des biens publics, et c'est aussi le domaine dans lequel l'Europe a le moins agi. Il existe donc un espace considérable de politiques encore vacant, qui n'est souvent même pas discuté, parce que parler de sécurité est perçu comme moralement suspect.

La question finale demeure ouverte et inconfortable: «Sommes-nous vraiment certains qu'aborder la question de la sécurité signifie se placer du côté du diable?» Et quand bien même ce serait le cas, pouvons-nous nous permettre de l'ignorer ? Le problème, en tout état de cause, demeure.

⁴ Économiste et homme politique, ancien Ministre de l'Économie et des Finances.

Je partage pleinement le texte du professeur Fabbrini. Si l'on veut réellement aller vers un fédéralisme européen, la voie passe inévitablement par une Europe à cercles concentriques. Les biens publics évoqués par Baldassarri doivent se situer au centre, et cela soulève immédiatement un problème institutionnel majeur.

Aujourd'hui, l'Europe vit une contradiction manifeste. Aux États-Unis, le fédéralisme repose sur la fiscalité, le travail et le welfare, c'est-à-dire sur les compétences qui créent la solidarité et le sentiment d'appartenance. Dans l'Union européenne, ces matières n'existent pas au niveau fédéral. Au contraire, l'Europe a concentré ses compétences sur la concurrence, qui, par définition, met les États en opposition les uns avec les autres. Et nous nous étonnons ensuite que l'Europe apparaisse froide, distante et peu aimée.

L'absence d'une politique fiscale, de l'emploi et de la protection sociale communes a rendu la concurrence insoutenable. L'interdiction des aides d'État empêche les pays de se défendre contre le dumping social et fiscal interne à l'Union. Il en résulte des délocalisations d'entreprises, comme le montre le cas des sociétés italiennes transférées vers des pays où la fiscalité est beaucoup plus faible. Aux États-Unis, il se produit l'inverse: les règles de solidarité sont fédérales, tandis que les États peuvent soutenir les entreprises.

Si nous voulons un fédéralisme à cercles concentriques, les compétences de solidarité doivent précisément se situer dans le cercle le plus restreint. L'Europe a déjà su le faire, par exemple avec la politique agricole commune, qui a sauvé des territoires, des économies et des paysages. Nous l'avons également compris durant la pandémie de Covid: chaque pays a besoin d'un équilibre interne, il ne peut être réduit à une seule fonction productive. La concurrence extrême conduit uniquement à la polarisation.

La question des aides d'État doit elle aussi être repensée. L'Italie s'est historiquement développée également grâce à ces instruments. Un véritable fédéralisme n'efface pas les identités nationales: il les valorise. Lorsque cela ne se produit pas, des effets impopulaires apparaissent, comme dans le cas de la directive Bolkestein, qui a créé une concurrence sans règles entre professions, alimentant la frustration et l'éloignement vis-à-vis de l'Europe.

Mais le problème le plus profond est politique. L'Europe n'a pas de véritable politique européenne. Les carrières européennes sont perçues comme secondaires, il n'existe pas d'opinion publique européenne, les partis transnationaux n'ont jamais réellement décollé, et dans les États membres fait défaut un débat sérieux sur les grandes orientations communes.

C'est pourquoi, au-delà des politiques économiques, une véritable ingénierie institutionnelle est nécessaire. Sans une structure politique et démocratique solide, l'Europe ne peut avoir d'avenir crédible.

*Pasquale Lucio Scandizzo*⁶

Cette rencontre touche deux nœuds centraux pour l'Europe: le politique et le moral.

L'Europe est très hétérogène, et son histoire le démontre. Il existe une tension permanente entre l'idée de l'Europe comme nation et la réalité d'États qui ne sont devenus des nations qu'au terme de parcours longs et difficiles. La véritable question est donc: où en sommes-nous dans la construction d'une nation européenne et jusqu'où voulons-nous aller ?

Même si nous ne nous en rendons pas toujours compte, une nation européenne est en train de se construire, lentement, un peu comme ce fut le cas pour la nation italienne, née de réalités fragmentées et unifiées seulement après des siècles. C'est un processus long, fait d'accumulation culturelle et politique, qui peut susciter l'impatience mais qui fonctionne.

Aucune nation ne s'est consolidée rapidement ni sans contradictions. Il suffit de penser aux États-Unis, marqués par l'esclavage, le racisme et des conflits dont les effets se font encore sentir aujourd'hui. Une nation est, au fond, une communauté idéale, et les bases d'une communauté européenne existent déjà. Certains pas sont irréversibles: Schengen, le marché unique, l'euro. À

⁵ Juriste, juge à la Cour Constitutionnelle.

⁶ Économiste, universitaire et essayiste, Consultant Économique Senior pour la Banque Mondiale.

l'avenir pourront également voir le jour une politique fiscale commune ou une armée européenne, mais cela demandera du temps.

Ce qui manque surtout, c'est un élan idéal plus fort. La construction européenne oscille toujours entre le rêve et le compromis: il faut négocier, trouver des accords, mais sans perdre une vision d'ensemble. C'est pourquoi une classe politique prête à prendre des risques est nécessaire, car le projet européen est aussi un pari.

Malgré tout, le tableau est encourageant. L'Europe est de plus en plus perçue comme un horizon positif, fondé sur des valeurs communes partagées. Personne ne parle sérieusement d'en sortir; le débat porte plutôt sur la manière de la construire. Et cela, en soi, est déjà un signe de progrès. Pour cette raison, je crois que nous sommes véritablement à un moment charnière, qui nous invite à être des acteurs à part entière.

ORGANISMES PROMOTEURS

FONDATION GIULIO PASTORE

La Fondation Giulio Pastore a été constituée en 1971 à l'initiative de personnes et d'institutions (dont la CISL et les ACLI) qui ont identifié en Giulio Pastore – fondateur et premier secrétaire de la CISL, ainsi que premier secrétaire des ACLI, ministre du Travail et des Zones déprimées pendant une décennie, disparu en 1969 – l'interprète d'un engagement constant en faveur du progrès du monde du travail et du renforcement du rôle du syndicat dans les systèmes démocratiques.

La FGP promeut et réalise des recherches et des études pluridisciplinaires dans le domaine des sciences humaines sur les thèmes du travail et du syndicalisme, dans leurs différentes contextualisations possibles (locales, nationales, européennes et internationales).

La Fondation dispose d'une bibliothèque comprenant 29 500 volumes et 300 titres de périodiques (dont 125 en cours). Les principaux fonds bibliographiques sont: le fonds Achille Loria, le fonds Vincenzo Saba, le fonds Aris Accornero, le fonds Pietro Merli Brandini. La Fondation conserve et met à disposition un patrimoine archivistique, parmi lequel figurent notamment: les Archives du Secrétariat confédéral de la CISL (1947-1958), les Archives Giulio Pastore (1946-1969) et le fonds photographique Giulio Pastore (1947-1979).

Président: Aldo Carera

ASSOCIATION CULTURELLE «PROGETTO EUROPA DOMANI»

L'Association culturelle «Progetto Europa Domani» a été constituée le 16 septembre 2025 à l'initiative de Patrizio Bianchi, Francesco Bonini, Sergio Fabbrini, Luigi Paganetto, Vincenzo Paglia et Vincenzo Scotti, dans le but de promouvoir, soutenir, organiser et diffuser – au niveau national et international – les valeurs et les principes d'inspiration chrétienne et humaniste de l'Europe, qui sont au fondement de son institution et de son héritage culturel et moral, ainsi que la recherche et la connaissance dans les sciences économiques, politiques et sociales.

L'Association est à but non lucratif, indépendante des gouvernements, des partis politiques, des Églises et des confessions religieuses, et exerce son activité indépendamment de toute orientation qui leur serait propre.

L'Association est ouverte à l'adhésion de tous – citoyens européens, associations, fondations et autres organismes – qui entendent s'engager pour la réalisation d'une Union européenne humaniste, durable et fédérale, ouverte sur le monde.

Président: Vincenzo Scotti

CENTRE DE DOCUMENTATION EUROPEENNE (CDE) – UNIVERSITE LUMSA DE ROME

Le Centre de documentation européenne (CDE) de l'Université LUMSA de Rome fait partie du réseau d'information «Europe Direct», créé par la Commission européenne afin de rapprocher les institutions de l'Union des citoyens et des résidents des États membres.

La caractéristique particulière des CDE réside dans leur présence au sein des universités et des centres de recherche de toute l'Europe, et leur objectif principal consiste à:

- collecter, organiser et diffuser la documentation papier et électronique produite par les institutions de l'Union;
- répondre aux questions relatives à l'Union européenne et stimuler les débats sur l'avenir de l'UE;

- aider les usagers, institutionnels ou non, à accéder aux informations nécessaires à l'élaboration et à la réalisation d'une stratégie correcte de recherche bibliographique, tant à travers les bases de données communautaires que par la consultation de répertoires, encyclopédies, périodiques et manuels consacrés aux politiques de l'UE.

Parallèlement, la mission essentielle des CDE se manifeste dans leur propension à stimuler un débat permanent sur l'avenir de l'Europe et à diffuser la connaissance des grandes questions européennes; à cette fin, les CDE se feront promoteurs de l'organisation de colloques, séminaires et rencontres.

Recteur: Francesco Bonini